

C-02-2009

**Étude sur les besoins et les aspirations
des résidents de l'îlot Pelletier**

**Synthèse des recherches effectuées :
Similitudes et différences des différents
acteurs rencontrés**

Par : Jean-Marc Fontan et
Patrice Rodriguez

Copublication de l'ARUC-ÉS et du Service aux
collectivités de l'UQAM

Janvier 2009

Cahier de l'ARUC-ÉS

Cahier No C-02-2009

*« Étude sur les besoins et les aspirations des résidents de l'îlot Pelletier - Synthèse des recherches effectuées :
Similitudes et différences des différents acteurs rencontrés »*

Par : Jean-Marc Fontan et Patrice Rodriguez

Copublication de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale et du Service aux
collectivités de l'UQAM

Révision linguistique : Francine Pomerleau

ISBN : 978-2-89276-466-6

Dépôt légal : 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Présentation de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) sont des organismes partenariaux de recherche financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Ce consortium de recherche en économie sociale réalise des activités de réflexion, de recherche et de valorisation des connaissances en économie sociale. Ses actions contribuent à la reconnaissance et à l'essor de l'économie sociale comme outil de développement social, culturel, politique et économique du Québec.

L'ARUC-ÉS, créée en 2000, est le premier centre de recherche interuniversitaire québécois entièrement consacré à la recherche partenariale. Ses activités portent sur différents secteurs de l'économie sociale : l'habitat communautaire, les services aux personnes, le loisir et le tourisme social, la finance et le développement local et régional. Créé en 2005, le RQRP-ÉS est quant à lui l'un des six centres canadiens voués à la recherche partenariale en économie sociale. Ses activités sont décentralisées dans les huit régions du Québec où l'on trouve une institution universitaire et ses objets de recherche s'articulent autour des particularités de chacune de ces régions. Les deux centres cohabitent sous le même toit, à Montréal.

Résumé

Cette étude a été effectuée pendant l'été 2008 afin de mieux comprendre et connaître les aspirations et les besoins de la population de l'îlot Pelletier dans Montréal-Nord et de permettre aux différents acteurs impliqués dans le projet de se mobiliser pour agir ensemble. Le Comité promoteur de l'îlot Pelletier est à l'origine de cette démarche. Il compte déjà des projets en cours représentant des actifs incluant deux immeubles, un stationnement adjacent et le réseau d'échange de services « Accorderie ».

Mots clés : Îlot Pelletier; Incubateur universitaire; Étude citoyenne; Exclusion sociale; Économie sociale; Logement social; Mobilisation citoyenne.

Avant-propos

Cette étude a été effectuée dans le cadre de l'incubateur universitaire Parole d'excluEs.

La conception des outils de recherche, la collecte et l'analyse primaire des données sur la mobilisation ont été réalisées par une équipe d'étudiants et d'étudiantes de l'Université du Québec à Montréal. Cette équipe était composée de :

- Salim Beghdadi, Sociologie, UQAM
- François Boisvert, Géographie, UQAM
- Félix Gravel, Études urbaines et touristiques, UQAM
- Amandine Laville, Études urbaines et touristiques, UQAM
- David Longtin, Sciences politiques, UQAM
- Yanick Noiseux, Sociologie, UQAM
- Marlène Pominville-Racette, Communication politique et société, UQAM

Ils et elles étaient sous la supervision de Winnie Frohn, chercheure au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM, de Jean-Marc Fontan, rattaché au département de sociologie de la même université, et par un représentant du Projet de mobilisation par le logement social, volet îlot Pelletier, en la personne de Patrice Rodriguez de *Parole d'excluEs*. Notons que Jean-Marc Fontan, Winnie Frohn et Patrice Rodriguez étaient mandataires du « projet Parole d'excluEs » pour le dispositif d'intervention qu'est l'Incubateur universitaire de l'UQAM.

Aux personnes ressources indiquées, il faut ajouter le travail fait par Nicolas Gauthier du département de travail social de l'UQAM qui a réalisé le montage final du présent document.

Enfin, l'étude était encadrée par un comité de suivi, lequel constitue un sous-comité de travail du Comité promoteur du projet de l'îlot Pelletier. Les membres du comité de suivi sont :

- Carmen Fontaine, Service aux collectivités, UQAM
- Jean-Marc Fontan, Sociologie, UQAM
- Winnie Frohn, Études urbaines et touristiques, UQAM
- Ketty Lapierre, Entre-Parents
- Carole Léger, Accorderie
- Marie-Ève Lemire, Comité logement Montréal-Nord
- Réjean Mathieu, École de travail social, UQAM
- Richard Morin, Études urbaines et touristiques UQAM,
- Patrice Rodriguez, Parole d'excluEs
- France Therrien, Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM)
- Richard Vallée, CSSS Montréal-Nord

Au comité de suivi était associé un groupe de validation des résultats de l'étude composé de quatre résidents de l'îlot Pelletier : Alain Durand, Guy Roberge, Hélène Beaulieu et Silvana Riggi.

Table des matières

PRÉSENTATION DE L'ARUC-ÉS ET DU RORP-ÉS	III
RÉSUMÉ	V
AVANT-PROPOS	VII
DESCRIPTION DU PROJET	11
Chapitre 1 Méthodologie et échantillonnage	15
Chapitre 2 Présentation des conclusions générales.....	23
Chapitre 3 Analyse des résultats par type d'acteurs interrogés	29
Vox populi réalisée dans le quartier	29
Entrevues individuelles auprès de résidents de l'îlot Pelletier.....	33
Vox populi auprès d'élèves et d'intervenants de la polyvalente.....	35
Entretiens auprès de représentants d'organismes communautaires, de l'arrondissement Montréal-Nord, de leaders religieux ainsi qu'une vox populi réalisée auprès de commerçants de l'îlot Pelletier	36
Entrevues réalisées auprès d'intervenants du local communautaire de l'avenue Pelletier	39
Chapitre 4 Portée de l'étude.....	43
Annexes Cartes pour certains indicateurs socioéconomiques - Recensements de 2001 et de 2006	45
Carte 1 : Montréal-Nord - Pourcentage des familles monoparentales, 2001	47
Carte 2 : Montréal-Nord - Pourcentage des familles monoparentales, 2006	49
Carte 3 : Montréal-Nord - Pourcentage de la population issue des minorités visibles, 2001.....	51
Carte 4 : Montréal-Nord - Pourcentage de la population issue des minorités visibles, 2006.....	53
Carte 5 : Montréal-Nord - Taux d'activité chez les 15 ans et plus, 2001.....	55
Carte 6 : Montréal-Nord - Taux d'activité chez les 15 ans et plus, 2006.....	57
Carte 7 : Montréal-Nord - Taux d'emploi chez les 15 ans et plus, 2001.....	59
Carte 8 : Montréal-Nord - Taux d'emploi chez les 15 ans et plus, 2006.....	61
Carte 9 : Montréal-Nord - Taux de chômage chez les 15 ans et plus, 2001.....	63
Carte 10 : Montréal-Nord - Taux de chômage chez les 15 ans et plus, 2006	65
Carte 11 : Montréal-Nord - Revenu moyen des ménages, 2000	67
Carte 12 : Montréal-Nord - Revenu moyen des ménages, 2005	69

Description du projet

Mise en contexte

La revitalisation de l'îlot Pelletier n'est pas une tâche aisée. Au début des années 2000, ce quartier de Montréal-Nord a connu des problèmes importants de criminalité. Le tissu social y a été grandement affecté. Pour revitaliser l'îlot, une alliance entre la Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM) et *Parole d'excluEs* a permis tant la remise à neuf de deux immeubles de l'avenue Pelletier¹ que le développement d'actions collectives² s'appuyant sur différents mécanismes d'intervention et d'outils de mobilisation sociale (Brutus et Fontan, 2008)³.

Dans cette perspective, et de concert avec le Comité promoteur de l'îlot Pelletier, *Parole d'excluEs* a proposé la réalisation d'une étude citoyenne qui porterait sur les besoins et les aspirations de la population habitant ou fréquentant l'îlot Pelletier. Pour effectuer cette étude, *Parole d'excluEs* s'est associé à une équipe de chercheurs de l'Incubateur universitaire de l'Université du Québec à Montréal (IU-UQAM), une structure de recherche collaborative développée dans le cadre de la politique des Services à la collectivité de l'UQAM.

Étude citoyenne

Une étude citoyenne est un outil de recherche collaborative qui associe une équipe universitaire, des représentants communautaires et des citoyens en vue de réaliser une collecte de données auprès d'une population locale.

Dans le cas présent, la collecte était limitée à un territoire déterminé par le quadrilatère formé des rues Charleroi, Garon, Henri-Bourrassa et Pelletier. Sur cet espace, des personnes résidant ou vivant à proximité ont été interviewées au cours d'une période s'étalant sur cinq mois, de mai à septembre 2008.

La collecte d'informations réalisée au cours de l'été 2008 abordait différents thèmes liés à la perception et à l'appréciation des répondants sur « l'état de santé » de leur quartier. Nous cherchions à relever :

- Ce que les personnes appréciaient du quartier;
- Les problèmes généraux qu'elles identifiaient;
- Et plus précisément, les problèmes vécus individuellement ou collectivement;
- Enfin, nous terminions l'entrevue en leur demandant quelles pistes de solution ou d'action elles envoyaient.

Sur ce dernier point, une sous-question permettait de recueillir des propositions spécifiques sur l'aménagement d'un espace vacant, le stationnement adjacent à l'un des deux immeubles, propriétés de la SHAPEM, et de l'utilisation du local communautaire.

¹ 112 logements achetés, rénovés et gérés par la SHAPEM.

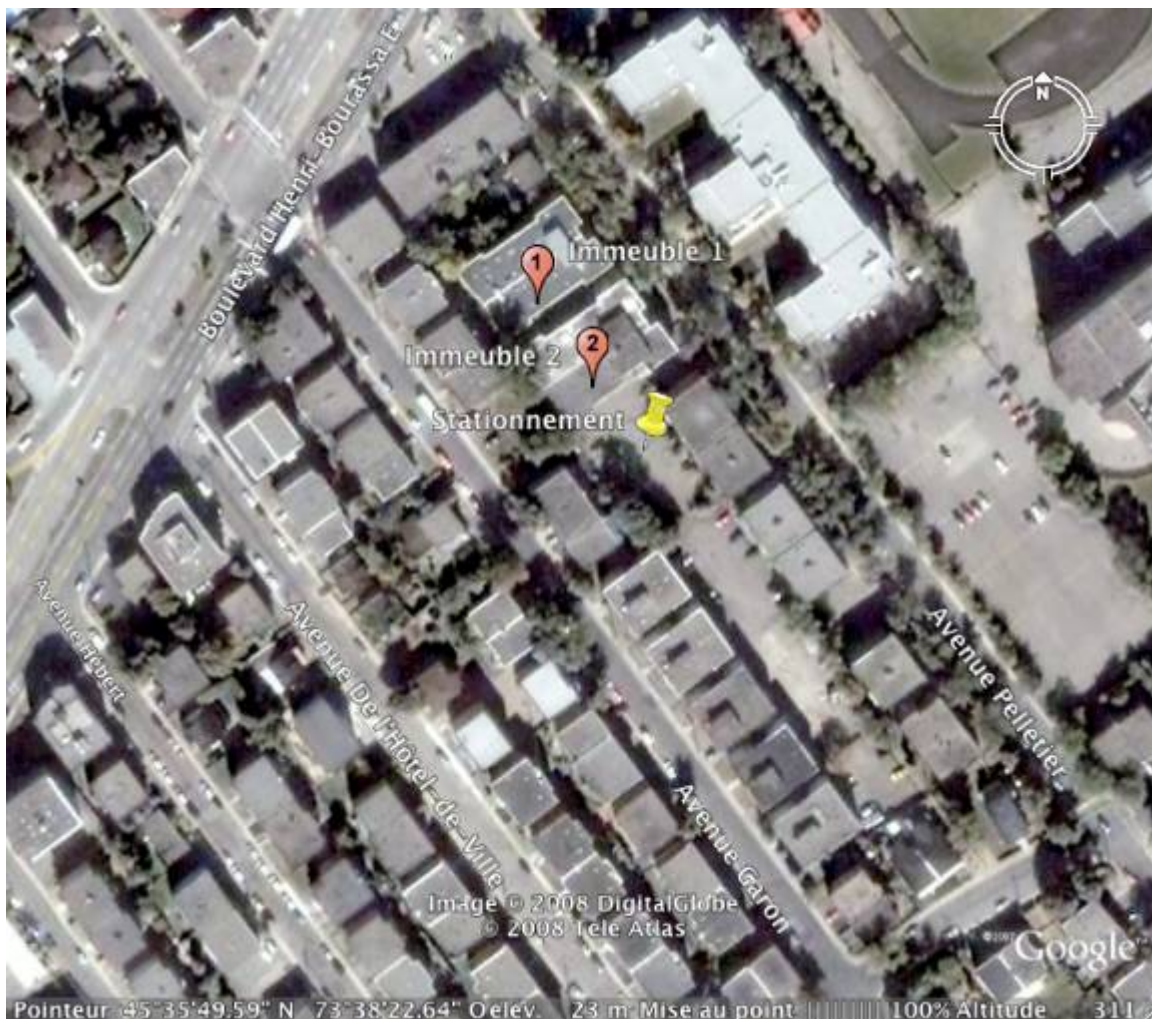
² Dont l'implantation d'une Accorderie par *Parole d'excluEs*.

³ Brutus, Nora et Jean-Marc Fontan (2008). Mobilisation par le logement social - Projet pilote Îlot Pelletier, RQRP-ÉS : RQ-04-2008, disponible sur www.aruc-es.uqam.ca

Dans le cadre de cette étude citoyenne, cinq modes de collecte des données ont été retenus, lesquels ont permis de rejoindre 326 personnes et de croiser différents types de savoirs. Ces personnes ont été regroupées en cinq catégories de répondants :

- Résidants;
- Étudiants et intervenants de la polyvalente Calixa-Lavallée;
- Représentants d'organismes communautaires et de l'arrondissement Montréal-Nord;
- Leaders religieux et commerçants;
- Intervenants du local communautaire de l'avenue Pelletier.

L'îlot Pelletier situant les deux immeubles de la SHAPEM et le stationnement



Les deux immeubles en question sont situés au 11460-11470 et au 11480-11500 avenue Pelletier.

Présentation du document de recherche

Le présent document comprend quatre sections. La première rend compte de la méthodologie que nous avons déployée pour réaliser cette recherche. Sont aussi précisés les différents mécanismes qui ont été utilisés pour générer les données de l'étude.

La deuxième section présente les grands résultats qui se dégagent de l'étude. Cette section intègre les informations que nous avons recueillies au moment de la validation, par des résidents du quartier, des résultats de l'étude. Une assemblée publique a été tenue à cette fin le 20 septembre 2008 à l'école Calixa-Lavallée.

La troisième section présente une analyse synthèse des résultats que nous avons recueillis pour chacune des méthodes d'enquête que nous avons utilisées. À partir de ces synthèses, il est possible de nuancer certains des résultats présentés dans la deuxième section. À titre indicatif, cette section permet de cerner des différences mineures ou majeures de perceptions entre certaines catégories de répondants : le groupe des hommes versus le groupe des femmes, les jeunes versus les personnes âgées, etc.

La dernière section permet de revenir sur la démarche citoyenne que nous avons utilisée pour réaliser cette étude.

En annexe, nous retrouvons un ensemble de cartes présentant des données socioéconomiques comparatives pour les recensements de 2001 et 2006. Les cartes ont été produites par le département de géographie de l'UQAM sous la direction de Juan-Luis Klein, géographe membre de l'Incubateur universitaire.

Indiquons, enfin, qu'au cours de cette étude ont eu lieu les événements liés à l'émeute d'août 2008 à Montréal-Nord. La collecte des données a débuté en mai 2008, bien avant les événements, avec, par exemple, les rencontres effectuées auprès d'élèves de l'école Calixa-Lavallée. Les dernières données de l'étude ont été recueillies après les événements. C'est le cas, par exemple, des entrevues qui ont été effectuées auprès de commerçants et de leaders religieux. Notons aussi qu'à la réalisation de l'étude était associé un groupe de validation des résultats, lequel était composé de quatre personnes résidant dans les immeubles ou dans le quartier.

Chapitre 1

Méthodologie et échantillonnage

Données socioéconomiques pour l'arrondissement Montréal-Nord

L'îlot Pelletier fait partie de l'arrondissement Montréal-Nord. L'îlot regroupe une population d'un peu plus de 2 000 des 84 000 personnes résidant dans cet arrondissement.

La ville de Montréal-Nord a été créée en 1915. En 2002, Montréal-Nord a été fusionnée à la ville de Montréal, devenant ainsi l'un des 19 arrondissements de cette ville. La réorganisation politique dote, en 2005, l'arrondissement Montréal-Nord d'une mairie d'arrondissement. L'arrondissement comprend deux des 57 districts électoraux de la ville de Montréal. L'îlot Pelletier est situé dans le district Marie-Clarac, lequel est localisé dans la partie ouest du territoire.

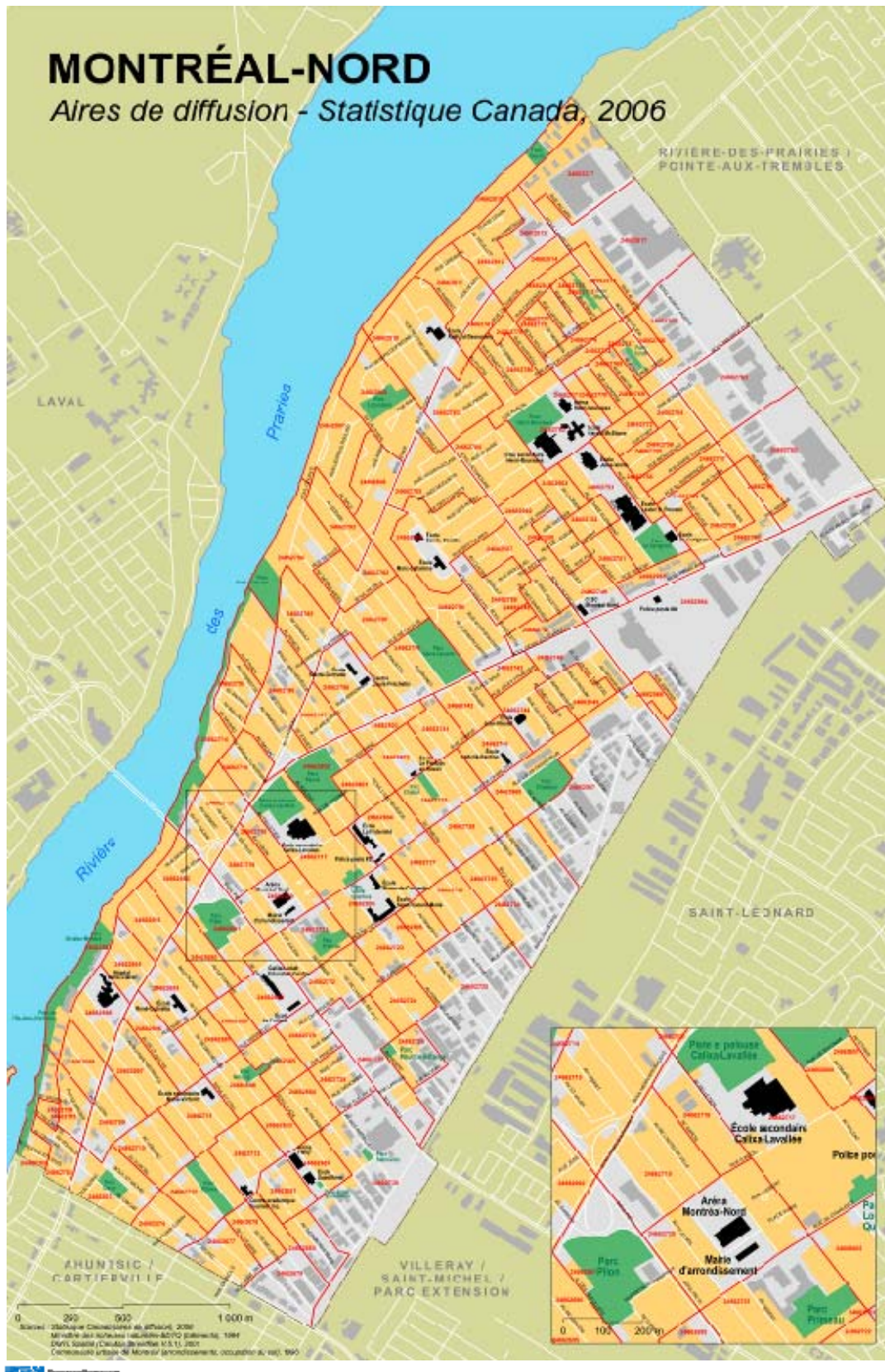
L'arrondissement présente des indicateurs sociodémographiques et socioéconomiques qui rendent compte d'une transformation identitaire de ce territoire. Montréal-Nord constituait jusqu'au début des années 1980 une zone urbaine caractérisée par une population de type « classe moyenne », laquelle comprenait des personnes dont l'origine culturelle était principalement partagée entre une souche canadienne française et une souche composée de personnes de première, de deuxième ou de troisième générations issues principalement de l'immigration italienne.

Après 1980, le changement identitaire est marqué par une diversification des origines culturelles de la population de l'arrondissement. Aux personnes issues de l'immigration italienne s'ajoutent des personnes provenant de vagues plus récentes d'immigration. Notons la localisation, à Montréal-Nord, de personnes d'origine haïtienne, maghrébine, latino-américaine et asiatique.

Les données du recensement de 2006 permettent de statuer sur l'évolution de la réalité socioéconomique de l'arrondissement. Nous observons une détérioration de la situation économique de personnes et de ménages résidant à Montréal-Nord. Concrètement, les données de 2006 montrent pour plusieurs indicateurs un positionnement inférieur ou supérieur à la moyenne montréalaise : un taux d'activité plus bas, des revenus familiaux plus faibles, un taux de chômage plus élevé, un nombre plus élevé de familles monoparentales ayant à leur tête une femme vivant à partir d'un faible revenu.

Bien que l'analyse de l'évolution de la situation socioéconomique de l'arrondissement ne soit pas au cœur de la présente étude, il est clair que la transformation identitaire de l'arrondissement, de territoire principalement représenté par une population relativement bien nantie à un territoire partagé entre des représentants de la classe moyenne et des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion socioéconomique, a une incidence sur le quartier que nous étudions.

Afin de rendre compte de l'évolution récente de la situation socioéconomique dans l'arrondissement, nous avons regroupé, en annexe de ce rapport, des cartes qui permettent de comparer la situation socioéconomique à partir de certains des indicateurs disponibles pour les recensements de 2001 et de 2006. Nous y voyons clairement une détérioration de la situation sur le plan de l'emploi et du taux de chômage.



Données socioéconomiques - Arrondissement Montréal-Nord (Ville de Montréal, 2008)

- 83 911 habitants en 2006, en croissance de 0,4 % par rapport à 2001
 - 45 000 femmes (54 %)
 - 38 900 hommes (46 %)
- Population par groupe d'âge :
 - 0 à 14 ans : 17,8 %
 - 15 à 24 ans : 12 %
 - 25 à 34 ans : 12,8 %
 - 35 à 64 ans : 38,5 %
 - 65 ans et plus : 13,3 %
- L'arrondissement compte 36 510 ménages et 21 980 familles
 - 38 % des personnes vivent dans des ménages sous le seuil de faible revenu
 - 71,3 % sont des familles avec conjoints (15 675 familles)
 - 28,7 % sont des familles monoparentales (6 320 familles)
 - 84 % des familles monoparentales ont à leur tête un parent de sexe féminin (5 395 familles)
- 89,3 % de la population est citoyenne canadienne
- 64 % de la population est née au Québec; 2 % est née ailleurs au Canada
- 33 % de la population est née dans d'autres pays
- 50 % de la population de 15 ans et plus regroupe des immigrants de 1^{re} et 2^e génération⁴; 50 % de cette même population est de 3^e génération, c.-à-d. composée de personnes dont les deux parents sont nés au Québec ou au Canada.
- 21 % de la population utilise uniquement une langue autre que l'anglais ou le français à la maison (17 345 personnes sur 82 695), dont :
 - l'italien : 4 445 répondants
 - l'espagnol : 3 335
 - l'arabe : 2 965
 - le créole : 2 925
 - le turc : 625
 - le vietnamien : 495
 - autres : 2 255
- Mobilité :
 - 14 % de la population a déménagé au cours de la dernière année
 - 43 % de la population a déménagé au cours des 5 dernières années
- On compte 36 510 logements occupés
 - 73 % de logements locataires contre 62 % à Montréal
 - Un logement moyen compte généralement 4,6 pièces, dont 2,1 chambres à coucher
 - 61,7 % des appartements sont dans des immeubles de 5 étages et moins
 - 73 % des logements occupés sont loués
 - 9 % des occupants de logement évaluent que leur unité demande des réparations majeures et 28 % des réparations mineures - contre 63 % pour un entretien régulier
 - 35 % des logements ont été construits entre 1961 et 1970
- Taux d'emploi de 48,5 % (55,3 % chez les hommes et 42,6 % chez les femmes)
- Taux d'activité de 55,3 % (63,3 % chez les hommes et de 48,7 % chez les femmes)
- Taux de chômage : 12,5 %
 - Taux de chômage de 15,7 % chez les jeunes de 15 à 24 ans (18,7 % chez les jeunes hommes et 13,3 % chez les jeunes femmes)
- 42 % de la population de 20 ans et plus n'a pas de diplôme d'études secondaires, alors que 12 % a fait des études universitaires (données pour 2001).

⁴ Une personne appartenant à la 1^{re} génération est née à l'extérieur du pays. Une personne appartenant à la 2^e génération compte au moins un des deux parents nés à l'extérieur du pays. La 3^e génération est issue de personnes nées au pays.

Données socioéconomiques pour l'îlot Pelletier

Nous présentons ici des données socioéconomiques sur la population de l'îlot Pelletier en fonction des recensements de 2001 et de 2006 pour les trois aires de diffusion concernées⁵. Notons que l'aire de diffusion la plus défavorisée (qualifiée de Zone I dans le tableau) est celle où l'on retrouve les deux immeubles de la SHAPEM et où se déroule le Projet de mobilisation par le logement social de *Parole d'excluEs*.

Population de l'îlot Pelletier, selon trois aires de diffusion
(à partir des recensements de 2006 et de 2001)

Îlot Pelletier	2006	2001
Population	2 143 personnes (↓)	2 218 personnes
Familles monoparentales	585 familles (↑) • 260 (44 %) Zone I (↑)	575 familles • 205 (36 %) Zone I
Minorités visibles	1 060 personnes (49 %) (↑) • 69 % Zone I (↑)	765 personnes (34 %) • 57 % Zone I
Population 15 ans et + sans diplôme études secondaires	Non disponible	27 % • 36 % Zone I
Taux d'activité	59 % (↑)	55 %
Taux d'emploi	48 % (↓) • 39 % Zone I	50 % • 38 % Zone I
Taux chômage	19 % (↑) • 35 % Zone I (↑)	11 % • 25 % Zone I
Revenu moyen par ménage : en dollars de 2000	Non disponible	37 000 \$ • 24 200 \$ Zone I

L'étude menée au cours de l'été 2008 révèle que la situation socioéconomique du secteur s'est détériorée entre 2001 et 2006, et ce, pour l'ensemble des trois zones de l'îlot et aussi pour la zone I.

Les différences socioéconomiques entre les résidents peuvent expliquer certains des écarts de perception relevés dans les réponses de répondants des trois aires de diffusion. Il existe donc un écart entre les personnes qui ont une connaissance générale des problèmes du quartier et ceux et celles qui ont une expérience concrète, spécifique ou vécue de ces dits problèmes. Certaines personnes sont directement concernées, alors que d'autres abordent les problèmes de façon générale, sans être directement concernées.

⁵ Aire 24662718 : Henri-Bourassa/Pelletier/Amos/Garon (Zone I : la plus défavorisée);
Aire 24662719 : Henri-Bourassa/Garon/Amos/Pie IX;
Aire 24662720 : Amos/Pelletier/Charleroi/Pie-IX).

Le tableau⁶ suivant nous permet de poser deux grands constats.

Secteurs sensibles identifiés au cours du chantier logement (carte en annexe)

- Sud-ouest 1 : Émery / Dénommée / Pie-IX / Récollets
- Sud-ouest 2 : Forest / Industriel / Hôtel-de-Ville / Pie-IX
- Sud-ouest 3 : Amiens / Forest / Balzac / Pelletier
- Ouest : Henri-Bourassa/ Charleroi / Pelletier / Pie IX
- Nord-est 1 : Arthur Chevrier / Maurice-Duplessis / Langelier / Rolland
- Nord-est 2 : Villeneuve / Arthur-Chevrier / Allard / Rolland
- Nord-est 3 : Gouin / Villeneuve / Allard / Rolland
- Sud-est 1 : Amos / Industriel / Gervais / Arthur-Buies
- Sud-est 2 : Maurice-Duplessis / Henri-Bourassa / Bossuet / Violettes

Premièrement, nous observons que pour la presque totalité des indicateurs, l'arrondissement Montréal-Nord présente une situation de plus grande pauvreté que pour la ville de Montréal.

Deuxièmement, sur les neuf secteurs recensés, celui de l'îlot Pelletier, représenté par le secteur « Ouest », fait état d'une des pires situations de pauvreté pour Montréal-Nord.

Données sociodémographiques 2006 selon les secteurs identifiés

	SO 1	SO 2	SO 3	Ouest	NE 1	NE 2	NE 3	SE 1	SE 2	Mtl-Nord	Mtl
Population	353	486	668	2 140	4 955	4 210	4 480	974	1 356	83 875	1 854 450
Densité	13 775	5 831	11 388	12 510	13 086	21 821	8 121	20 024	16 425	7 577	3 715
Enfants à la maison	24,9 %	35,8 %	31,1 %	39,5 %	41 %	36 %	25 %	32 %	36,4 %	31 %	27,5 %
Familles monoparentales	20,2 %	31,8 %	32,9 %	44,4 %	45 %	37 %	36 %	41,5 %	21,9 %	28,7 %	20,6 %
Locataires	96,3 %	80,7 %	72,6 %	88,8 %	88 %	95 %	88 %	92,3 %	59,7 %	72,7 %	62 %
Taux d'effort	52,2 %	17 %	23,5 %	43,4 %	39 %	41 %	46 %	51 %	29,5 %	43 %	38,7 %
Réparations majeures	14,5 %	8,2 %	7,5 %	11,7 %	11 %	12 %	7 %	6,7 %	13,1 %	8,8 %	9,4 %
Taux de chômage	20,0 %	11,5 %	9,6 %	19,1 %	16,4 %	19,3 %	11,3 %	11,8 %	13,7 %	11,9 %	8,1 %
Pop SSFR	63,2 %	36 %	29,8 %	52,8 %	54 %	49 %	49 %	44,9 %	30,4 %	37,4 %	28,4 %
Transferts gouvernementaux	36,3 %	27,2 %	19,1 %	36,6 %	31,6 %	28,3 %	35,1 %	30,1 %	25,3 %	24,2 %	13,2 %

Source : Statistique Canada, recensement 2006

⁶ Ce tableau provient du « Chantier logement de Montréal-Nord en santé », rendu disponible par Convergence - automne 2008.

Méthodologie et échantillons de population

L'approche utilisée permet de faire émerger une vision et des actions par le croisement des savoirs portés par les différents acteurs impliqués ou concernés. Elle reconnaît que tous les acteurs du projet ont des savoirs propres : les personnes en situation de pauvreté possèdent un savoir expérientiel (basé sur leur vécu), les intervenants, un savoir professionnel (basé sur leurs actions, leur engagement dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion) et les universitaires, un savoir académique (basé sur les recherches et les transferts). Les savoirs de chacun sont uniques, ils ne peuvent être interchangeables, les savoirs de chacun sont différents, mais cela ne confère pas de supériorité à l'un par rapport à l'autre, les savoirs de tous sont complémentaires et font émerger une vision et des actions nouvelles dans une perspective de transformation personnelle et sociale.

Cette façon de faire transforme la relation entre le chercheur et son objet d'étude. La recherche conduite de façon traditionnelle place les personnes subissant la pauvreté et l'exclusion en situation d'objets de recherche et les chercheurs en situation d'acteurs. Par l'approche de croisement des savoirs, chacun devient acteur, voire concepteur du projet collectif.

1 Vox populi réalisée dans le quartier

Cette première méthode a été utilisée lors de trois fêtes de quartier, les « voisineries », qui ont eu lieu au cours de l'été. L'utilisation d'une charrette permettait aussi d'interpeller les passants. Nous avons ainsi rejoint 157 personnes, principalement résidentes de l'îlot et quelques personnes résidentes d'îlots voisins venues à l'occasion des fêtes de la voisinerie. Nous avons été en mesure de dégager des éléments de base sur leur profil et de recueillir leur opinion à partir des questions suivantes.

- 1) Est-ce que vous résidez dans le quartier?
- 2) Depuis combien de temps?
- 3) Comment trouvez-vous le quartier? Positif ou négatif?
- 4) Quels sont les points positifs ou que vous aimez dans le quartier?
- 5) Quels sont les points négatifs ou que vous considérez comme un problème?
- 6) Quels sont les problèmes que vous rencontrez au quotidien?
- 7) Qu'est-ce que vous aimeriez qui soit fait afin d'améliorer la vie dans votre quartier?
- 8) Quel usage faire du stationnement de l'immeuble 11460-11470 avenue Pelletier?

L'analyse des résultats indique que la représentativité entre les hommes et les femmes est pratiquement égale. Les adultes de 20 à 64 ans constituent l'échantillon le plus élevé (24 %), suivi des personnes âgées (18 %) et des adolescents (10,7 %). Sur les 157 personnes, 43 % appartiennent à une communauté dite visible.

2 Entrevues individuelles auprès de résidents de l'îlot Pelletier

Les méthodes de recrutement pour interviewer des personnes sur une base individuelle ont été les suivantes : recrutement de personnes par l'Accorderie, du porte-à-porte dans le quartier et un recrutement en interpellant des personnes dans la rue, au moment où avait lieu l'activité de sensibilisation par l'utilisation d'une « charrette ».

L'échantillon de 25 personnes ayant répondu est le suivant :

- 10 Québécoises et 6 immigrantes;
- 6 Québécois et 3 immigrants.

Toutes les personnes immigrantes ont indiqué avoir fait des études universitaires. Une seule personne d'origine québécoise a atteint ce niveau d'études supérieures.

Les entretiens ont été effectués à partir de la grille préparée pour la réalisation de la « vox populi », tout en laissant une bonne marge de liberté afin que les gens puissent s'exprimer librement. Compte tenu du vécu et du parcours des personnes interrogées, des relances étaient faites pour préciser certains points : le parcours ayant conduit à leur venue dans le quartier et pour cerner leurs aspirations et leurs besoins à titre de résidents du quartier.

3 Vox populi auprès d'élèves et d'intervenants de la polyvalente

La méthode utilisée était simple, des élèves ont été abordés dans l'enceinte de l'école - à la cafétéria, dans l'aire centrale de l'école, dans un local réservé à cet effet - ou à l'extérieur de l'école : à la pizzeria du coin et au parc à proximité de l'école. Les questions sont identiques à celles utilisées pour la vox populi précédente.

Cent quatre-vingt-huit (188) élèves ont été rencontrés en petits groupes. Nous avons ainsi rejoint 56 % de filles et 44 % de garçons. De plus, nous avons rencontré quatre intervenants de l'établissement scolaire.

4 Entretiens auprès de représentants d'organismes communautaires et de l'arrondissement Montréal-Nord

L'analyse des résultats de ce mode de collecte de données repose sur un compte-rendu effectué par Patrice Rodriguez, dans le cadre de rencontres préalables à l'implantation du « Projet de mobilisation par le logement social » sur l'avenue Pelletier. Cette méthode de collecte d'informations auprès de représentants de 21 organismes communautaires ou de représentants d'organismes institutionnels publics et parapublics de l'arrondissement Montréal-Nord permettait de dégager leurs perceptions du quartier, ses points forts et ses points faibles, ainsi que la possibilité de collaborer avec le projet à implanter sur l'avenue Pelletier. Dans l'ensemble, cet échantillon est représentatif de l'ensemble des organismes communautaires et d'institutions publiques locales présents dans cet arrondissement.

5 Entrevues auprès de leaders religieux

Cette méthode de collecte d'informations fut réalisée en deux temps. Premièrement, un membre de l'équipe de l'étude a assisté à une réunion du conseil d'administration du Conseil des leaders religieux de Montréal-Nord (CLRNM). La première rencontre a permis de dégager des informations sur les enjeux du quartier.

Cette réunion a permis de prendre des rendez-vous individuels avec trois leaders de communautés religieuses de Montréal-Nord. Les entretiens individuels ont été effectués auprès d'un prêtre catholique, d'un pasteur protestant évangéliste et d'un imam musulman.

Les questions posées étaient très semblables à celles posées lors de la tenue de vox populi et des rencontres auprès de représentants d'organismes communautaires et de l'arrondissement Montréal-Nord.

6 Vox populi auprès de commerçants

Une vox populi a été effectuée auprès de six commerçants de l'îlot Pelletier (presque la totalité des commerces de l'îlot). Quatre femmes et trois hommes âgés de 30 à 60 ans ont été interviewés. Les commerces visités : un garage, un serrurier, un dépanneur, une pharmacie, un garage de débosselage et un fleuriste. Quatre personnes sur sept sont des Québécois de souche, tandis que les trois autres commerçants sont originaires de l'Asie et de l'Europe de l'Est.

7 Assemblée publique

Une assemblée publique réalisée le 20 septembre à l'école Calixa-Lavallée a permis de valider et de compléter les données recueillies au cours de l'été 2008 par l'équipe étudiante. Une cinquantaine de personnes étaient présentes dont la moitié provenaient de l'îlot Pelletier. Un document de présentation vulgarisé de deux pages a été remis aux personnes présentes. Dans le document, nous retrouvons une synthèse des informations sur l'étude réalisée.

Lors de l'assemblée, nous avons présenté les résultats généraux de l'étude et validé ces derniers par une technique d'animation participative où les personnes résidentes présentes pouvaient se prononcer en accord ou en désaccord avec les constats ou les éléments d'analyse présentés. Une fois la présentation des grandes lignes de l'étude faite, les personnes présentes ont travaillé en atelier pour échanger sur la vision, les problèmes et les solutions présentés dans le document synthèse de l'étude. Le fruit des échanges en atelier a été rapporté en plénière. Les éléments nouveaux ont été intégrés dans le rapport final de l'étude.

8 Entrevues auprès d'intervenants du local communautaire

Le Projet de mobilisation par le logement social dispose d'un local communautaire dans l'immeuble 11460-11470. Ce local est un lieu de rencontres et de dialogue. Des intervenants ou des intervenantes du projet sont en contact régulier avec des résidents de l'îlot et des deux immeubles. Les échanges qui y prennent place constituent une source d'information complémentaire aux données recueillies dans l'étude. Afin de tenir compte des observations et des informations glanées par deux intervenants du projet auprès de résidents des deux immeubles locatifs de la SHAPEM et du voisinage, un membre de l'étude a réalisé des entrevues individuelles auprès de ces derniers.

Chapitre 2

Présentation des conclusions générales

Le travail que nous avons réalisé s'inscrit dans une consultation mobilisation. Ni les problèmes, ni les solutions ne sont posés d'avance. De plus, le processus suscitait la participation des personnes au développement d'une réflexion sur le quartier et au développement d'actions collectives afin de trouver des réponses appropriées aux problèmes identifiés. Concrètement, par la mobilisation, les personnes étaient invitées à passer à l'action, c'est-à-dire à :

- Utiliser le local communautaire;
- Participer aux diverses activités de l'Accorderie;
- Définir une nouvelle vocation au stationnement;
- Mettre en place un projet collectif : tel le projet de cuisine communautaire - ou encore à donner suite à une idée suggérée par une résidante, madame Silvana Riggi, de faire une vidéo citoyenne impliquant des personnes du quartier. Ce projet a été réalisé par Salim Beghdadi, l'un des étudiants de l'équipe. La vidéo a aussi été présentée à des résidants de l'îlot.

L'étude fait partie d'un processus de mobilisation. Elle se construit avec les citoyens. Il est donc normal qu'elle se soit adaptée en cours de conduite et qu'elle ait évolué dans son déroulement.

Les données collectées à partir des différentes méthodes ont été colligées par l'équipe étudiante dans six rapports préliminaires de travail. À partir de ces rapports, un premier document synthèse de travail de « croisement des données » a permis de dégager tant la structure du rapport - sur la vision, les problèmes, les solutions mises de l'avant par les personnes rencontrées et les responsabilités pour les appliquer - qu'une première analyse des informations recueillies. Du premier rapport ont été produits les quatre éléments suivants de synthèse.

Une vision positive

Les personnes consultées présentent une vision différente du quartier de celle généralement diffusée dans les médias. Elles ont majoritairement une vision positive de l'avenir du quartier et apprécient les améliorations en cours. Elles identifient des problèmes majeurs tout en indiquant vouloir que la situation continue à s'améliorer.

- **L'îlot Pelletier : « On veut un quartier où il fait bon vivre »**
Les résidants aspirent à vivre dans un quartier où il fait bon être - une attente à l'image de la situation rencontrée dans d'autres quartiers de Montréal.
- **Une évolution dans la bonne direction**
Une majorité des personnes consultées indique que le quartier va dans cette direction. L'îlot s'est profondément transformé depuis 2005 :
 - *Le quartier est méconnaissable;*
 - *Il s'améliore;*
 - *C'est un quartier tranquille;*
 - *Un bon quartier;*
 - *Un quartier vivant.*

- **Par contre, tout est loin d'être réglé : une image négative demeure chez plusieurs**

Plusieurs personnes indiquent que des problèmes majeurs demeurent :

- *L'îlot Pelletier demeure un quartier agité;*
- *Il a mauvaise image;*
- *Le quartier change, il y a trop d'immigrants;*
- *C'est un quartier bruyant.*

Il importe de mentionner qu'à l'assemblée publique tenue le 20 septembre pour valider les résultats de l'étude, les personnes du quartier participant à l'évènement ont confirmé cette vision positive du quartier. Une vision positive sur laquelle il devient possible de construire des actions collectives en fonction de propositions apportées par la population locale et des avoirs mis à sa disposition par le projet de mobilisation par le logement social de *Parole d'excluEs*.

Inquiétudes mentionnées et problèmes observés

L'étude a permis de relever les inquiétudes de la population et les principaux problèmes observés. Dans le tableau suivant, nous présentons les irritants mentionnés en les classant en six catégories. Nous avons regroupé, sous chaque rubrique, des thèmes forts identifiés par les personnes interviewées. Plusieurs catégories de problèmes sont décelables.

Premièrement : Il y a des problèmes liés non pas à l'absence d'un service, mais à l'insuffisance de l'offre : c'est le cas des places en garderie ou des loisirs offerts dans l'arrondissement et le quartier.

Deuxièmement : Il y a des problèmes liés à une insuffisance ou à un manque : le cas des logements, trop chers ou insalubres, d'activités de loisir qui peuvent être trop onéreuses, des services publics insuffisants ou inefficaces, etc.

Troisièmement : Il y a des problèmes lourds liés aux problèmes de sécurité découlant de la présence dans le quartier d'activités illicites ou de problèmes de sécurité liés à la circulation automobile et à la saleté.

Notons enfin que les inquiétudes et la nature des problèmes identifiés par la population interviewée sont souvent centrées sur ce qu'on attend d'une bonne vie de quartier et font état de préoccupations familiales, donc de l'inquiétude de parents par rapport à la qualité de vie et à l'avenir de leurs enfants.

Premier groupe de grandes tendances	Deuxième groupe de grandes tendances
<p>Sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Violence : bagarres, vandalisme (« oui-dire » et témoignages) • Criminalité : vente de drogue, prostitution, (rumeurs et quelques témoignages) • Circulation dangereuse : Henri-Bourassa et les abords des parcs 	<p>Économie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté : non-emploi ou emplois mal payés// non-reconnaissance des acquis ou diplômes; logement social ce qui caractérise un quartier pauvre • Logements : trop chers, en mauvais état, manque de logements sociaux
<p>Loisir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offre intéressante de lieux de loisir (parcs, bibliothèques, terrains de jeux), mais problèmes d'accessibilité et manque d'activités organisées • Préoccupation forte des élèves de Calixa-Lavallée face à la disparition de terrains de jeux et manque d'activités pour les jeunes 	<p>Cohabitation et interculturalité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de discrimination raciale (racisme exprimé ou racisme subi) • Problèmes intergénérationnels (entre jeunes et personnes âgées) • Cohabitation à harmoniser entre les groupes culturels et générationnels du quartier
<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence de parcs, mais problèmes de salubrité • Problème de collecte des ordures • Système déficient de collecte de matières résiduelles, dont le problème des coûts • Pollution sonore 	<p>Famille</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque d'activités pour les familles et les enfants • Manque de services de garde • Inquiétudes pour la sécurité des enfants (parcs, rues, violence)

L'assemblée publique du 20 septembre a permis de valider ces grands constats. Elle a aussi, et surtout, permis de dégager une **urgence sociale** autour des questions économiques et de sécurité. En d'autres mots, il était indiqué que pour une bonne vie de quartier et une bonne vie familiale, tant la sécurité financière que la sécurité urbaine devaient être au rendez-vous. Ce sentiment d'urgence était clairement palpable à l'assemblée publique.

Des idées et des pistes d'action

Nous demandions aussi aux personnes rencontrées quelles idées elles ont et quelles pistes d'action elles entrevoient afin de trouver des solutions aux inquiétudes et problèmes identifiés. Dès les premiers moments de réalisation de cette étude, nous avons été surpris par le nombre et la qualité des idées mises de l'avant par les personnes rencontrées. Nous avons regroupé ces idées et ces pistes par grands thèmes.

Loisir

- Faciliter l'accessibilité aux lieux de loisir;
- Développer des activités collectives : fêtes, danses;
- Penser des activités adaptées de loisir pour les familles et les enfants (fêtes familiales);
- Mettre sur pied un centre de loisirs pour les jeunes;
- Protéger les lieux sportifs existants.

Environnement

- Entretien des espaces publics : rues, parcs, façades des immeubles;
- Des collectes plus fréquentes des ordures;
- Un système de recyclage des matières résiduelles;
- Mise sur pied d'un écoquartier;
- Implantation d'un jardin communautaire;
- Travailler pour un meilleur aménagement du quartier : embellir, fleurir, plus d'arbres, plus de verdure, du jardinage;
- Réduction du bruit.

Cohabitation et interculturalité

- Améliorer la communication interculturelle : se connaître, partager, créer des contacts entre des gens - un petit journal pour informer;
- Faciliter la communication intergénérationnelle;
- Former un comité de citoyens pour le quartier;
- Favoriser le bénévolat, l'entraide.

Sécurité

- Réduire la violence et les problèmes de délinquance, criminalité (surveillance, présence policière, discipline, etc.);
- Insécurité alimentaire, face au logement (santé);
- Améliorer la signalisation, l'éclairage, installer des traverses pour les enfants, nettoyer les parcs (objets dangereux), etc.

Famille

- Développer des activités familiales;
- Meilleure information sur les services pour la famille (sur les garderies);
- Amélioration des services de garde, des jeux pour les enfants;
- Prévention en ce qui a trait à la criminalité.

Économie

- Faciliter l'accessibilité à des logements à prix réduit et en bon état;
- Accès à une alimentation de qualité, saine et bon marché;
- Appuyer les initiatives de rénovation des immeubles du quartier;
- Construire des logements sociaux additionnels, dont des logements pour de grandes familles;
- Agir au plan de l'emploi : des revenus décents, reconnaissance des diplômes, reconnaissance des compétences;
- Développer des magasins de proximité.

Le projet « stationnement »

- En faire un lieu de rassemblement, de rencontres pour la famille et les loisirs;
- L'aménager pour favoriser des activités :
 - Pour les enfants;
 - Pour toutes les saisons;
 - Pour des activités familiales.

Lors de l'assemblée publique, les résidants présents ont validé les idées et les projets que nous venons d'énumérer.

Non seulement l'étude a permis d'identifier des actions possibles, mais des projets se sont mis en marche au cours de l'été : tels les groupes de cuisine communautaire, de production de la vidéo sur la parole citoyenne ou encore sur le répit aux mamans.

L'assemblée a aussi permis de dégager deux priorités. Les personnes présentes nous ont indiqué qu'il fallait certes travailler sur le moyen et le long terme, mais aussi et surtout qu'il fallait s'attaquer au court terme et entreprendre des démarches pour répondre à l'urgence sociale que la population du quartier vit en termes de pauvreté et d'insalubrité de logements. De ces deux priorités découle l'identification de responsabilités.

Des responsabilités partagées pour répondre aux problèmes et réaliser des actions

En fonction des éléments énoncés précédemment, nous pouvons identifier au moins trois niveaux de responsabilités.

- **Un premier niveau**, dit de proximité, concerne les citoyens et les citoyennes :
 - Prendre sa place dans un quartier par une communication plus ouverte, une cohabitation plus solidaire;
 - Occuper et prendre en main son quartier;
 - Se réapproprier son identité.
- **Un deuxième niveau** porte sur des actions collectives à développer localement en mobilisant des acteurs communautaires pour un petit journal local; des logements sociaux; un écoquartier; un centre de loisirs pour des jeunes; pour maintenir les lieux de pratiques sportives; pour obtenir des places dans des services de garde.
- **Un troisième niveau** de responsabilité porte sur des actions relevant de ressources moins locales, de nature communautaire et gouvernementale : améliorer le transport, la sécurité routière, l'accessibilité aux loisirs, l'offre de services, diminuer la pollution sonore, agir sur les conditions économiques : offre de logements sociaux, aménagement par le verdissement (parcs, rues, etc.), et des programmes de rénovation, agir sur l'emploi : reconnaissance des acquis et des diplômes, accessibilité à des emplois décents, améliorer l'arrimage avec les services publics.

En conclusion, les résultats de l'étude font état de bonnes nouvelles.

- La population consultée a une vision claire du quartier qu'elle désire;
- Elle est consciente des difficultés et des problèmes;
- Elle propose des solutions et des projets et se dit prête à agir.

Chapitre 3

Analyse des résultats par type d'acteurs interrogés

L'analyse des données provenant des huit groupes de répondants nous a permis de regrouper les informations provenant de certains groupes. Ainsi, ont été regroupées les données découlant des entrevues réalisées auprès de représentants d'organismes communautaires, de l'arrondissement, de leaders religieux et de commerçants. Notons aussi que les données découlant de la validation des résultats de l'étude, effectuées lors de l'assemblée publique du 20 septembre 2008, ont été intégrées dans la section précédente.

Vox populi réalisée dans le quartier

Perception générale du quartier

Points positifs, points négatifs

La population interrogée a dans l'ensemble une perception positive de l'évolution du quartier, tout en demeurant préoccupée. Les opinions favorables sont largement plus nombreuses que les opinions défavorables. L'amélioration observée aurait suivi les opérations policières effectuées au printemps 2005 dans les édifices aujourd'hui occupées par le projet Pelletier. De plus, la construction de la résidence pour personnes âgées (*Les Habitations Pelletier*) a contribué à améliorer la situation. Pour plusieurs, il s'agit d'un quartier « le fun » et vivant, calme et tranquille, avec la présence de nombreux enfants.

Cela dit, on notera que ce point de vue ne fait pas consensus. Certaines personnes croient que le quartier se détériore. De plus, pour des répondants, les adolescents sont associés à des « points négatifs ». L'existence de tensions raciales dans le secteur a été notée, des personnes affirmant qu'il y a « trop de Noirs ». De plus, des personnes sont préoccupées par la mauvaise réputation du quartier ou par le fait que le quartier soit « mis à part ».

Les thèmes communs abordés par l'ensemble des personnes

En fonction de choix multiples, 51 % des répondants ont indiqué le thème de la sécurité; 40 % ont mentionné divers types de loisirs; et 38 % ont indiqué le thème de l'environnement.

Le thème de la sécurité fait l'objet de divergences d'opinions importantes. Une partie des personnes interrogées remarque l'amélioration de la sécurité dans le quartier depuis environ trois ans. Une autre partie des personnes interrogées affirme qu'il persisterait des problèmes de violence (ex. : bagarres, vandalisme, intimidation, etc.) et de criminalité («gangs de rue», vente et consommation de drogue, prostitution, etc.). D'autre part, les répondants semblent avoir des perceptions divergentes sur la présence ou sur les interventions policières dans le quartier, lesquelles sont tantôt qualifiées de fortes (trop) ou de faibles (pas assez).

Il est important de souligner que le thème de la sécurité doit être interprété à la lumière de la représentation médiatique négative du quartier - fortement associé aux gangs de rue - et des expériences vécues personnellement par certaines des personnes interrogées.

La majorité des répondants affirment ne pas avoir connu personnellement de problèmes de violence, ou ne mentionnent aucun incident de ce type vécu à titre personnel. Ces personnes considèrent le quartier calme, tranquille, beau, sécuritaire, etc.

Cependant, un certain nombre de personnes disent personnellement avoir été victimes ou témoins d'actes violents ou criminels (une personne connaît une femme qui a été victime d'un viol dans le quartier). Certaines personnes qualifient le quartier de « ghetto ».

Finalement, la sécurité est abordée en fonction d'autres aspects de la vie locale : on évoque notamment la dangerosité de la circulation routière près d'Henri-Bourassa ou dans les rues devant être traversées par les enfants pour aller jouer au parc. D'autres expriment des préoccupations relativement à des objets dangereux pour les enfants pouvant se trouver dans les parcs à proximité de l'îlot Pelletier. L'insécurité se manifeste aussi dans l'urgence de la vie quotidienne précaire : vermine dans les logements, insécurité alimentaire, accès à l'emploi, à un revenu décent pour vivre, etc.

Les activités de loisir dans le quartier ou l'arrondissement sont évaluées majoritairement de manière positive par les personnes interrogées. Toutefois, à l'instar de la sécurité, les opinions sont partagées : accessibilité réelle ou accessibilité difficile en fonction de différents critères (économiques, culturels ou autres).

L'évaluation de la situation environnementale est majoritairement négative. Néanmoins, celle-ci varie en fonction des aspects abordés. Ainsi, le manque de propreté des rues et des logements et divers problèmes liés à la collecte des ordures et au recyclage ont été soulevés (non-respect des heures de dépôt des déchets à l'extérieur, ordures jetées sur le sol, manque d'information sur la collecte des ordures et de la récupération, fréquence insuffisante de ces collectes ou insuccès des plaintes auprès de la Ville en raison de procédures bureaucratiques jugées complexes).

Cependant, les gens apprécient la présence de parcs à proximité de leur lieu de résidence et de plusieurs espaces verts dans le quartier. Certaines personnes soulignent cependant le manque de fleurs dans les parcs ou devant les édifices.

Finalement, quelques personnes émettent également des aspirations d'ordre général en faveur d'une réduction de la pollution dont le bruit des sirènes de police, des pompiers (caserne voisine), etc.

Tendances par catégorie de personnes interrogées

Résidents de l'îlot

Les thèmes de la sécurité, du bruit et les aspects concernant le multiculturalisme et la discrimination sont plus abordés et mentionnés par des répondants qui sont des résidents de l'îlot Pelletier.

Non-résidents de l'îlot

Les thèmes de l'économie, du transport, mais surtout du loisir et de la famille sont plus présents dans les réponses obtenues des personnes qui ne sont pas résidentes de l'îlot.

Genre

Chez les femmes

De manière générale, les femmes sont davantage préoccupées par la sécurité. En ce qui a trait à la violence vécue, les femmes relatent des problèmes vécus : une femme ayant été violée, une autre a été approchée à des fins de prostitution et une a été victime d'une attaque à main armée. On notera aussi que les femmes font état de préoccupations marquées pour les thèmes liés à la sécurité des enfants (surveillance des produits dangereux dans les parcs, circulation routière, réduction de la violence, etc.).

Lorsque les thèmes liés à la famille et à l'éducation sont abordés par chez les répondantes, ces thèmes le sont généralement de façon positive, sauf pour les problèmes de gardiennage. Par contre, les thèmes du logement et de l'économie sont généralement abordés ou traités de façon négative.

Chez les hommes

Les hommes soulignent davantage des aspects liés aux loisirs (fêtes, activités sportives, etc.), tant à ce qui a trait à leur perception générale qu'aux suggestions. Les répondants abordent souvent les thèmes du lien social et de la communication, perçus généralement de manière positive, malgré l'existence d'opinions contradictoires. La plupart des répondants considère qu'il existe de bonnes relations de voisinage, malgré que le quartier soit parfois qualifié de froid, de désert, sans lien social, marqué par l'isolement, le manque de communication ou l'irrespect des jeunes.

Tant les hommes que les femmes

Les gens apprécient le caractère familial du quartier, notamment la présence de nombreux enfants. Les rassemblements de personnes lors de fêtes sont unanimement appréciés, malgré que la rareté de tels événements soit mentionnée. Finalement, la proximité ou l'éloignement des commerces fait l'objet de perceptions divergentes. Un besoin de développer des commerces à proximité est parfois exprimé.

Âge

Les réponses obtenues des adolescents et des personnes âgées abordent de façon significative la question de la sécurité. Une association est faite entre les « jeunes » et l'insécurité (violences, gangs de rue, vandalisme, etc.). Cette perception est partagée par différents groupes d'âge, tant chez des adolescents, des adultes que chez des personnes âgées. La différence est que les jeunes vivent plus directement ces expériences alors que les personnes âgées relatent davantage des rumeurs ou des « il est dit que... ».

Les personnes âgées se sentent significativement plus concernées par le bruit causé par la circulation routière et par les jeunes habitant le quartier. Par ailleurs, divers groupes d'âge ont émis des propos discriminatoires à l'endroit de groupes ethniques.

Le besoin de développer des liens avec les jeunes a été exprimé par de nombreuses personnes. Par contre, outre les suggestions pour améliorer le civisme des jeunes (ex. : améliorer la politesse, l'éducation des jeunes, apprendre à vivre ensemble, etc.), les solutions répressives (ex. : installation de clôtures, surveillance, intervention policière, etc.) semblent préconisées chez les personnes âgées.

Minorités visibles

Ces tensions intergénérationnelles et interculturelles sont principalement perceptibles chez des personnes ne faisant pas partie d'une minorité visible (blancs), qui sont davantage préoccupées par l'insécurité et le bruit dans le quartier. De plus, parmi les personnes interviewées, il existe une association bien présente entre les « Noirs » et les problèmes de gangs de rue ou de bruit.

Il est intéressant de noter que les propos ambivalents à caractère xénophobe, voire raciste, recueillis sont uniquement émis par des personnes n'appartenant pas à une minorité visible, bien que plusieurs d'entre elles considèrent également la discrimination ou le racisme comme un problème contre lequel il faut lutter. Finalement, notons que les personnes n'appartenant pas à une minorité visible ont plus souvent mentionné les problèmes d'ordre économique (travail, logement) que les répondants appartenant à une minorité visible.

Pistes d'action et suggestions

Notons ici que le thème de la sécurité n'occupe que le quatrième rang en nombre de suggestions (contrairement au premier rang en besoins et aspirations), soit après les aspects loisir, environnement, lien social et communication. D'autre part, il est intéressant de noter que plusieurs personnes, bien qu'identifiant des problèmes dans le quartier, n'arrivent pas à trouver de façons pour améliorer la qualité de la vie dans le quartier.

Les **pistes de solution concernant la sécurité** sont liées à la nécessité de réduire la violence et d'« enlever » les problèmes associés aux gangs de rue. Outre ces suggestions plutôt vagues, des solutions répressives (surveillance, présence policière, plus de discipline à l'école, etc.) sont généralement préconisées. Il est également suggéré d'améliorer la sécurité routière ainsi que de protéger les enfants des produits dangereux retrouvés dans les parcs.

En ce qui a trait au loisir, l'organisation d'activités et l'amélioration de l'accessibilité aux activités de loisir dans l'arrondissement ou le quartier sont mentionnées. Il y a également un besoin pour des activités collectives tout au long de l'année afin de créer de façon soutenue des liens sociaux, notamment par des activités interculturelles, ce qui permettrait de réduire l'insécurité des gens en ce qui a trait au multiculturalisme et aux conflits intergénérationnels.

Le thème de l'environnement inspire également de nombreuses suggestions, comme l'amélioration de la propreté dans le quartier : il est suggéré un meilleur entretien des espaces publics et des collectes plus fréquentes des ordures et du recyclage. Le verdissement du quartier (fleurs, arbres, verdure, parcs, jardinage, etc.) et la réduction de la pollution sont également des thèmes mentionnés.

En ce qui a trait au lien social et à la communication, il est mentionné de créer des liens sociaux entre les gens pour améliorer la communication. Deux personnes suggèrent la formation d'associations (ex. : comité de quartier) comme moyen pour régler les problèmes du quartier. De manière plus large, la collaboration et l'entraide sont privilégiées comme solutions ponctuelles et interindividuelles.

Pour la famille et l'éducation, quelques propositions concernant les services publics offerts aux parents et enfants sont mentionnées. Quelques personnes soulignent également qu'il faudrait améliorer l'éducation, notamment des jeunes, un répondant souhaitant plus de discipline à l'école.

Pour la réduction du bruit, il est suggéré d'augmenter le civisme des jeunes (mesures répressives de surveillance et éducatives). De plus, il est aussi suggéré d'augmenter l'accès aux bicyclettes et de faciliter le covoiturage pour réduire la circulation automobile, ce qui diminuerait le bruit. Cette idée rejoint l'aspect environnemental et le thème du transport. À ce titre, il est suggéré d'améliorer la sécurité routière et d'accroître l'accessibilité des voies de circulation routière aux cyclistes et aux personnes utilisant le transport en commun.

Les suggestions quant aux problèmes économiques et de logements (émises de manière plus importante par les femmes) sont très diversifiées : logements locatifs à prix réduit pour familles à faible revenu, rénovation/entretien des immeubles, bazars, activités pour personnes au chômage, meilleure reconnaissance des diplômes des immigrants, organisme pour les personnes âgées, bénévolat, développement de commerces, etc.).

Finalement, les répondants étaient invités à donner leurs suggestions quant à l'aménagement du stationnement adjacent aux immeubles de la SHAPEM afin d'améliorer la qualité de vie du quartier. Mis à part quelques personnes souhaitant garder le stationnement, le thème du loisir est largement prédominant (aménagements pour enfants, aménagements sportifs, fêtes, etc.). De plus, l'organisation d'activités familiales ou sociales et l'installation d'aménagements pour enfants ont été mentionnées (avec des réserves par certains concernant ce dernier aspect, pour l'aspect dangereux de la circulation routière à proximité). Pour quelques-uns, cet espace pourrait également être utilisé pour le verdissement et la création de jardins communautaires.

Entrevues individuelles auprès de résidants de l'îlot Pelletier

Perception générale du quartier

Points positifs, points négatifs

Globalement, on peut dire que l'opinion des résidants sur le quartier est plutôt bonne. Pour eux, le quartier semble évoluer dans le bon sens. De plus, le fait que les résidants se croisent régulièrement aux mêmes endroits permet la possibilité de faire connaissance et de se côtoyer. L'action des organismes communautaires présents dans le secteur est également perçue comme étant positive. Le manque de logements sociaux et le coût trop élevé des loyers sont cependant évoqués comme points négatifs, de même que le manque d'activités sportives et culturelles et le manque d'hygiène dans le quartier.

Thèmes communs évoqués selon les catégories de la population

Les entretiens se découpent en deux grandes catégories de répondants : les Québécois et les immigrants. Notons que les immigrants interrogés ont tous fait des études universitaires, ce qui n'est le cas que pour une des personnes québécoises rencontrées.

L'économique

Cette thématique est celle qui ressort le plus souvent dans les entrevues individuelles. Les questions portant sur les loyers et le travail sont abordées.

Chez les Québécois : la question économique est avant tout liée au prix trop élevé des loyers, à la qualité des logements disponibles et au fait que le nombre de subventions pour du logement accessible n'est pas assez

important. Il est toutefois indiqué que le quartier offre de nombreux logements à un prix plus bas que dans d'autres quartiers de l'arrondissement.

Chez les immigrants : la question économique est davantage liée à l'emploi. Sur le logement, il est principalement évoqué le fait qu'ils sont trop petits et souvent insalubres. Les emplois qui leur sont disponibles sont inadéquats par rapport à leur formation ou leur qualification. Ils se sentent du même coup rejetés et mis en marge, non pris en compte comme plus value potentielle pour le développement de l'économie du « Canada » (Québec). Leur arrivée au Canada, à Montréal et dans le quartier est systématiquement présentée comme une expérience négative, notamment en raison des emplois mal rémunérés et des mauvaises conditions de travail.

La sécurité

Les personnes interrogées constatent une amélioration dans le quartier. Il est devenu plus tranquille. Il y a cependant une perception de dangerosité énoncée par certaines personnes et le constat que le quartier accueille des gens pauvres et une population immigrée (laissant entendre des éléments sous-jacents de racisme). L'histoire du quartier a laissé des traces.

En ce qui a trait aux immeubles de la SHAPEM, un besoin de surveillance accrue se fait ainsi sentir. Il est notamment suggéré l'installation de caméras de surveillance. En ce qui a trait aux jeunes, des craintes sont exprimées concernant leur regroupement, leur circulation, l'impression qu'ils donnent d'être liés à des activités illicites. Une certaine urgence est exprimée : « Si on ne fait rien, ça va revenir comme c'était avant le nettoyage ».

Il a été observé que les Québécois établissent parfois des rapprochements entre l'immigration et la criminalité. Ainsi, les jeunes que l'on voit dans la rue, et qui sont pour la majorité des Noirs, d'Haïti sont souvent assimilés à des gangs de rue.

Le lien social

Il ressort en général un sentiment d'intégration insuffisante à une communauté ou à un groupe de la part des personnes interrogées. De plus, les rapports entre les personnes âgées et les jeunes sont difficiles. Les jeunes sont souvent perçus comme étant peu respectueux, peu éduqués et peu équipés civiquement pour s'intégrer.

L'environnement

Il a surtout été question de propreté et de recyclage au cours des entretiens, mais également de préoccupations d'ordre écologique, par exemple, le manque d'espaces verts, la disparition du terrain de soccer et le désir de remplacer le stationnement par un parc pour enfants ou un jardin communautaire.

Il est indiqué que le stationnement pourrait être transformé en un lieu de loisir pour les enfants. Il est aussi indiqué que le stationnement pourrait devenir un petit parc principalement orienté vers les besoins de familles et des enfants.

Pistes d'action, enjeux et défis

En général, comme pistes d'action récurrente, il est mentionné de continuer à faire parler les gens de leurs problèmes et de leurs solutions pour améliorer la vie du quartier, de partager les expériences et de montrer que si l'influence de chacun est limitée, elle est en revanche bel et bien réelle. Tout tourne autour d'un projet commun : il faut des liens entre tous les gens, sans distinction de race, de moyens ou d'origine. La première chose à faire est donc de lutter contre les tabous et d'avoir des projets pour travailler ensemble.

En ce qui a trait à la problématique économique, il est mentionné de faire connaître aux résidents d'autres manières de faire ou d'agir pour survivre dans l'urgence avec peu de ressources. Il est ainsi mentionné l'idée de mettre en place des moyens de communication et de sensibilisation dans le quartier (ateliers, formations, etc.).

Lien social et cohabitation entre les gens. Un ajout d'espaces culturels ou d'activités au sein de ses derniers (bibliothèque, activités culturelles plus accessibles, créations d'associations, etc.) et une plus grande communication interculturelle auraient un impact positif sûr. Il est aussi mentionné l'importance de développer un sentiment d'appartenance chez les résidents du quartier par des rencontres, des activités festives, l'engagement citoyen que les organismes peuvent proposer par le bénévolat et l'entraide.

Concernant l'environnement, il est mentionné que tous et chacun fassent des efforts pour agir sur la propreté des lieux. À ce titre, une campagne de communication pourrait aider les résidents à prendre conscience qu'ils peuvent changer les choses à leur échelle.

Vox populi auprès d'élèves et d'intervenants de la polyvalente

Perception générale du secteur et thèmes communs évoqués

Points positifs, points négatifs

Parmi les trente-huit petits groupes de jeunes rencontrés, vingt-quatre groupes démontrent clairement une opinion négative du secteur. À l'opposé, quatorze groupes affirment aimer le quartier. Seul un intervenant pense que le quartier s'est amélioré. Concernant les points positifs, l'environnement, les liens sociaux et le loisir sont les thèmes les mieux perçus par certains individus du secteur. La sécurité, quant à elle, n'est pas du tout mentionnée comme un aspect positif.

Loisir

Sept groupes interrogés le perçoivent positivement tandis que trente-cinq le perçoivent négativement. Concrètement, les jeunes de la polyvalente désirent surtout qu'il y ait plus de terrains pour faire des activités sportives, plus d'activités organisées pour les jeunes et ils demandent la création d'un centre de jeunes à proximité de leur polyvalente. Ils sont également plusieurs à s'opposer à la destruction du parc à côté de leur école.

Sécurité

Vingt-cinq groupes considèrent qu'il s'agit d'un point à améliorer. Notamment, ils mentionnent les problèmes des gangs de rue, de violence, de vols, de toxicomanie et d'alcoolisme. Quarante pourcent (40 %) des répondants (presque un sur deux) éprouvent un sentiment d'insécurité. Par contre, plusieurs affirment que leur quartier de

résidence est tranquille alors que quelques-uns dénoncent également le traitement médiatique qui amplifie la perception négative de Montréal-Nord.

Environnement

La plupart estime que le quartier est sale et manque d'espaces verts. Le manque d'entretien des bâtiments est également mentionné, alors qu'un seul groupe parle de recyclage. Malgré tout, l'environnement est bien perçu par quelques groupes. Ils apprécient les parcs, la rivière, un jardin, le fait qu'il y ait une piscine.

Lien social et communication

Plusieurs mentionnent les problèmes de racisme et de discrimination dans le secteur. Quelques-uns sont aussi carrément racistes dans leurs commentaires. Il ressort également que les jeunes ne se sentent pas écoutés. Un des intervenants de l'école ajoute d'ailleurs qu'il ne faut pas seulement les écouter, il faut les entendre. De surcroît, la nécessité de créer de meilleurs liens intergénérationnels est mentionnée. Des points positifs sont aussi notés. Certains apprécient les relations entre les gens du secteur et leurs amis.

Économie

Le manque de services et de magasins à proximité est mentionné comme problématique, de même que la difficulté d'obtenir un emploi, particulièrement pour les jeunes, ainsi que le coût élevé de la plupart des activités parascolaires.

Pistes d'action sur comment améliorer le quartier

En termes de sécurité, il est proposé d'augmenter le nombre de policiers. Ainsi, la solution, c'est la répression, et la prévention est peu évoquée.

En ce qui a trait à l'environnement, l'amélioration doit se faire de manière individuelle et se restreint à ramasser ses déchets en faisant, par exemple, des corvées de ramassage d'ordures. Un désir d'améliorer les relations entre les gens ressort, de même que davantage écouter et valoriser les jeunes afin d'améliorer les liens sociaux.

Pour ce qui est des loisirs, cette question est très intéressante puisqu'elle fournit un indicateur sur la perception des élèves sur leur pouvoir d'action. Force est d'admettre que le sentiment d'impuissance semble dominer, car presque aucune solution n'est proposée.

Entretiens auprès de représentants d'organismes communautaires, de l'arrondissement Montréal-Nord, de leaders religieux ainsi qu'une vox populi réalisée auprès de commerçants de l'îlot Pelletier

Nous avons regroupé l'analyse des données recueillies auprès de représentants d'organismes communautaires et de l'arrondissement, de leaders religieux et de commerçants de l'îlot Pelletier dans une seule section.

Cette section porte sur les perceptions et enjeux du quartier, incluant les points négatifs et positifs que peuvent porter les intervenants d'organismes communautaires et de représentants d'organismes publics ou parapublics, les leaders religieux et, dans une certaine mesure, les commerçants interrogés lors de la vox populi. De plus, les problématiques spécifiques à la dynamique de ces acteurs et à leur secteur d'intervention dans le quartier sont mentionnées afin de faire ressortir quelques pistes d'action mentionnées par certains des acteurs.

Perception de représentants d'organismes communautaires ou d'organismes publics ou parapublics sur les enjeux existants dans le quartier

Un consensus assez large va dans le sens d'une amélioration générale du quartier au cours des dernières années. Un des leaders religieux note que la situation se dégradait chez les jeunes et même les très jeunes ; il y a quelques années, le programme Horizon a beaucoup aidé à corriger la situation.

Pour des répondants religieux, on trouve bon nombre de personnes dévouées et entreprenantes dans le quartier qui prennent un certain nombre de choses en main. De plus, Montréal-Nord est pour eux un quartier assez disparate où la trame urbaine varie beaucoup d'un secteur à l'autre; ceux-ci constatent de grandes différences parfois entre deux quadrilatères voisins.

Pour les commerçants, les affaires sont bonnes, les relations sont relativement cordiales entre les citoyens, et le quartier est relativement tranquille. La perception négative des médias à l'égard de la sécurité du quartier représente le principal point négatif mentionné.

Principales thématiques abordées

La sécurité

Les problèmes des « gangs » ont surtout été mentionnés, mais également les dangers liés à la circulation automobile dans le secteur de l'îlot Pelletier. De plus, des acteurs du milieu communautaire soulignent l'importance de faire la différence entre les « gangs de rue », qui relèveraient davantage de la petite délinquance, et les « gangs criminels » nécessitant un type d'intervention fort différente.

La pauvreté

Pour les acteurs institutionnels, la question de l'alimentation (notamment des enfants) reste importante. Celle des logements « trop chers » ou ne répondant pas aux besoins des familles occupe également une très grande part de leurs préoccupations, sans compter la mauvaise condition sanitaire des logements venant affecter la qualité de vie des gens.

Pour les leaders religieux, le désœuvrement qui existe dans ce secteur est significatif (solitude et exclusion, souvent liées à des problèmes de santé mentale). Il est ainsi mentionné que plusieurs personnes de la communauté vivent de l'aide sociale, mais mis à part certaines fins de mois un peu plus difficiles, l'un d'entre eux ne croit pas qu'il y ait des problèmes dramatiques de malnutrition, par exemple.

Discrimination raciale et difficulté d'intégration des nouveaux arrivants

Chez les acteurs institutionnels, les problèmes liés aux difficultés d'intégration des nouveaux arrivants sont également abordés, notamment en termes d'accès à l'emploi. Dans cette perspective, les femmes sont davantage touchées, entraînant davantage d'isolement. C'est ainsi que les relations interculturelles sont perçues comme difficiles, notamment à cause de l'importance de la méfiance qui existe entre les citoyens.

De plus, il y aurait une insuffisance de ressources octroyées pour les classes d'accueil, ce qui n'aiderait pas les jeunes nouveaux arrivants dans le système scolaire. Dans le même ordre d'idée, il semble manquer de « figures fortes », de « leaders » auxquels les jeunes immigrants ou autres pourraient s'identifier. Pour les leaders religieux,

il semble que les choses se sont grandement améliorées en ce qui a trait au racisme. Par contre, selon l'imam, de nombreux problèmes reliés à l'intégration subsistent pour les membres de la communauté musulmane, notamment avec le difficile accès à l'emploi.

Les jeunes

Les leaders religieux accordent beaucoup d'importance et de préoccupation aux jeunes. Il a été mentionné que beaucoup de gens chez les Haïtiens sont déçus du comportement des jeunes. Ces leaders mentionnent aussi qu'il y a beaucoup de problèmes de délinquance et d'incivilité qui affectent la jeunesse de la communauté. Ces leaders mentionnent également l'instabilité familiale comme un aspect important des problèmes observés.

Les thèmes liés à l'environnement, au transport et au loisir ont peu été mentionnés par les répondants. Il est cependant noté qu'il a récemment été décidé de mener une action pour créer un écocentre dans le secteur de l'îlot Pelletier.

La dynamique communautaire et religieuse dans l'arrondissement

Il est mentionné par certains acteurs que la dynamique des organismes communautaires a été grandement affectée par le « long règne » de l'administration Ryan à Montréal-Nord, ayant rendu le milieu communautaire de l'arrondissement « plutôt amorphe ». De plus, une vision critique sur l'administration de l'arrondissement est émise par ces acteurs, celle-ci semblant plus préoccupée par la « brique et le béton » que par les citoyens. On a également relevé que les processus de « consultation » avec la population ont déjà été des artifices servant à faire passer des projets décidés « par en haut ». De plus, certains acteurs ont l'impression que la gentrification systématique du secteur serait un objectif à atteindre par l'administration municipale pour régler les problèmes de pauvreté.

Les problèmes communs mentionnés par les leaders religieux sont liés à leur désir de reconnaissance de la dimension spirituelle de la société par les différents paliers de gouvernement et par les différents organismes laïcs, afin de mettre de l'avant le côté social de la religion. Selon eux, les médias ne sont pas coopératifs et découragent l'action et la création d'événements.

Solutions et pistes d'actions

Pour les leaders religieux, il faut tout faire pour créer des activités qui occupent les jeunes, permettant aussi de mettre en valeur leurs compétences qui sont souvent d'ordre autre qu'académique. De plus, lorsqu'il est question d'action collective, un des leaders parle du besoin impératif d'avoir un leader pour permettre aux gens de réaliser des activités collectives.

Pour les commerçants, les pistes d'action sont reliées à leur préoccupation par rapport à la sécurité. C'est ainsi qu'il est suggéré d'avoir une surveillance policière accrue ainsi que des caméras de surveillance de rues.

Entrevues réalisées auprès d'intervenants du local communautaire de l'avenue Pelletier

Le local communautaire mis à la disposition du projet de l'îlot Pelletier par la SHAPEM est situé dans des deux immeubles revitalisés. Le local est en opération depuis janvier 2008. L'Accorderie, le Comité Logement de Montréal Nord, *Parole d'excluEs* et une unité de l'Incubateur universitaire de l'UQAM y sont installés. Le local est fréquenté par des résidants des deux immeubles et de l'îlot. Nombre d'activités et de réunions y prennent place. Il est devenu un carrefour où l'information circule.

Les intervenants rencontrent au jour le jour des résidants des deux immeubles et du voisinage. La proximité a permis le développement de liens de confiance et des discussions informelles. Lorsque les travaux de l'équipe universitaire ont commencé et que les premières activités de collecte de données ont été réalisées, les intervenants ont souligné la complémentarité entre les informations qu'ils obtenaient de la part de résidants des immeubles et du voisinage et les informations émanant de l'étude. C'est comme si l'étude permettait de dégager des points de vue généraux en termes de besoins, sans atteindre des informations plus pointues. Une situation qui s'avérait similaire à l'écart que nous avons observé entre les vox populi faites auprès de personnes du quartier et les entrevues individuelles effectuées par l'un des étudiants. Encore là, le fait que les entrevues individuelles se réalisaient sur une courte période de temps permettait un certain lien de confiance, mais l'exercice demeurait limité dans sa portée.

Face à ce constat, nous avons décidé d'inclure l'information glanée au jour le jour par les intervenants à partir d'une entrevue qui permettait de présenter une synthèse de leurs observations. Nous présentons ici le fruit de ces observations.

Premièrement, ils observent une situation à première vue contradictoire.

« Pour certaines personnes, nous sommes passés de tout va mal à tout est beau ici. C'est comme si le fait d'avoir mis fin à une situation de terreur extrême (coups de feu dans la rue, meurtres, viols, intimidation, etc.) était un progrès acceptable, une grande victoire, rendant du même coup la misère quotidienne pas si mal ».

Il est clair pour les résidants et les intervenants que le climat peut se dégrader du fait de la présence de mauvaises conditions économiques. Les parents ont des craintes lorsqu'ils ont des adolescents à la maison. Ceux qui ont des préadolescents sont inquiets de leur passage au secondaire. L'insécurité se vit de multiples façons : peur de la violence, de la drogue très présente, de revenir à la situation d'avant les arrestations si les choses ne changent pas, mais aussi, de la vermine et des rongeurs dans les logements, de ne pas avoir à manger à la fin du mois, d'être dénoncé quand on fait une jobine « au noir », de rester toujours isolé, etc.

Malgré tout, les intervenants indiquent que pour les résidants des immeubles de la SHAPEM, il y a un sentiment réel d'amélioration par rapport à « avant ». Il reste toutefois à s'attaquer aux problèmes de fond. À partir du local communautaire, nous disent-ils, on a entre autres choses assisté à la création d'une dynamique basée sur l'accueil, l'écoute et le dialogue. Les gens en sont arrivés à nous parler, à se parler et à créer des liens entre eux et avec nous. Dans le quotidien du local, on peut prendre le pouls de la misère, de la détresse psychologique, de l'isolement, mais aussi de la recherche de solutions et de gestes de solidarité.

Bien concrètement, les résidants viennent aujourd'hui aux activités communautaires, alors que cela était impensable il y a encore quelques mois. Lors d'une « fête de la voisinerie », reprenons les propos tenus par une répondante haïtienne.

« Monsieur, cela fait 19 ans que j'habite ici et c'est la première fois que j'assiste à un événement où je peux rencontrer mes voisins. Lorsqu'il y avait les gangs, je m'enfermais avec mes deux filles que j'ai élevées jusqu'à ce qu'elles soient adultes. Aujourd'hui, elles sont mariées et elles ont quitté le quartier. La police m'a rendu visite à plusieurs reprises. Ils voulaient que je leur parle des gangs. Je ne pouvais pas les dénoncer; c'étaient mes compatriotes. Mais, quand ils ont été arrêtés par la police, cela m'a soulagé. »

Toutefois, la trame de fond dans le quartier est restée à bien des égards la même. À titre indicatif, un locataire se promène en ce moment avec un couteau. Après qu'il ait interpellé un vendeur de « crack » aux enfants, il s'est fait encerclé le soir par un groupe qui l'a menacé! On observe des visites, des allées et venues constantes dans les immeubles et autour (entre les immeubles et derrière) : consommation manifeste de drogue et donc commerce. Au moins deux ménages ont été identifiés comme revendeurs à la polyvalente et à d'autres locataires.

Une autre dimension omniprésente est la problématique de la santé mentale. L'isolement et la détresse vécue par de nombreuses personnes seules se répercutent au quotidien dans toutes les sphères de la vie du secteur : alimentation, combinaison de médicaments et drogues, tensions avec le voisinage, etc. Il faut donc constamment rappeler la vocation du local communautaire pour éviter qu'il ne devienne le refuge de toutes les détresses. En même temps, cela confronte les intervenants dans leur volonté de garder un local accueillant et ouvert à toutes et à tous.

Le problème est accentué par le fait qu'il est extrêmement difficile d'obtenir le support nécessaire à ces personnes de la part des services publics. Nous observons qu'elles sont ballottées d'un service à l'autre (hôpital psychiatrique, CSSS, centre de crise, etc.) et, qu'en bout de ligne, on les renvoie dans leur logement, seules avec leur batterie de médicaments et dans le même état de détresse psychologique. Au fil du temps qui passe, leur situation se détériore et nous ne sentons pas qu'une institution publique assume convenablement la responsabilité de les prendre en charge. Composer le « 911 » devient le réflexe du voisinage pour gérer les crises.

Les intervenants indiquent qu'il y a un problème de pauvreté extrême qui subsiste. Cela se traduit par :

- La sous-alimentation;
- Le recours systématique à une banque alimentaire du coin;
- Des difficultés à payer le loyer;
- Le développement de réseaux de débrouillardise et de petits travaux « au noir »;
- Des enfants à l'école qui ne mangent pas.

Les manques alimentaires se traduisent par des privations. Cela se répercute sur les relations parents/professeurs à l'école : on perçoit peu d'interaction et peu de compréhension entre les parties sur ce point.

Concrètement, les intervenants observent une urgence sur le plan de la sécurité alimentaire : quelques locataires ont demandé à ce qu'un montant de leur argent soit mis de côté chaque semaine afin qu'ils puissent faire une grosse épicerie à la fin du mois.

Les commerces de proximité sont peu nombreux. Comme il n'y a pas d'épicerie et vu le coût élevé des transports en commun - « *Il faut choisir entre le lait et le pain ou les billets d'autobus* » - les résidants ne se déplacent qu'en fin de mois pour faire le plus gros de leurs achats alimentaires ou encore ils font livrer l'épicerie. Il y a aussi une demande qui est adressée aux intervenants pour la constitution d'une banque alimentaire et pour la mise en place d'un ou de groupes d'achats collectifs. L'idée d'ouvrir une épicerie communautaire a été mentionnée.

La pauvreté crée des pressions sur la demande de logements sociaux : il en manque. De plus, beaucoup de familles vivent dans des logements trop petits pour elles. Citons l'exemple d'une famille de 2 adultes et 4 enfants qui vivent dans un 4 pièces. Ils paient 650 \$ par mois, punaises et rats inclus. La dame nous dit qu'elle était enseignante en Algérie. Elle reste à la maison avec les enfants pendant que son mari retourne à l'école. La nuit, elle attache les extrémités des manches des pyjamas de ses enfants pour éviter qu'ils se fassent piquer par des punaises.

D'autres indicateurs rendent compte de problèmes plus larges, notamment entre les services offerts par des organisations publiques et la population locale. À titre indicatif, une résidante haïtienne de l'îlot dit ne pas se sentir respectée,

« L'administration ne montre pas beaucoup de respect aux résidants de Montréal-Nord et tant que les gens ne sentiront pas qu'ils sont respectés, rien ne changera. Le problème n'est pas seulement avec la police. Je dois me battre pour me faire respecter par le chauffeur d'autobus; quand je vais à l'école, je ne me sens pas comprise. Comment les professeurs de mon fils qui habitent en banlieue peuvent-ils comprendre et s'intéresser à ce que nous vivons ? »

Le problème dépasse donc la question de l'insécurité liée aux activités illicites et à la pauvreté. Il est plus profond. **C'est un problème d'intégration et de cohésion sociale.**

Prenons cet autre exemple qui nous vient d'une discussion avec l'un des locataires des immeubles de la SHAPEM. L'échange a été repris dans la vidéo citoyenne qui a été réalisée par Salim Beghdadi.

« Je vivais mieux au Maroc qu'ici. Je n'ai pas émigré pour des raisons économiques. Après avoir fondé une famille, je voulais que mes enfants grandissent dans une société ouverte, démocratique. Je ne voulais pas qu'ils souffrent de l'intégrisme comme j'en ai souffert là-bas. Arrivé ici, on ne reconnaît pas mon diplôme et mon expérience d'ingénieur. Je suis obligé de retourner au cégep et on ne trouve pas de places en garderie pour que ma femme puisse sortir de la maison. En plus, on me traite d'intégriste ! »

Le manque d'écoute des paliers gouvernementaux, nommés par la population locale, se traduit bien simplement par des opportunités manquées en termes de médiation communautaire ou de structuration du secteur communautaire pour répondre aux droits des citoyens revendiquant une qualité de vie normale. À titre indicatif, le Comité logement de Montréal-Nord s'est installé dans le local communautaire pour mieux répondre aux problèmes des locataires. Le volume d'appels et de demandes a énormément augmenté depuis. L'organisme n'est toujours pas reconnu par l'arrondissement et souffre d'un sous-financement chronique.

Malgré cela, nous observons la construction, au jour le jour, de relations de solidarité entre les résidants. Le concierge des immeubles de la SHAPEM intègre progressivement la philosophie du projet et l'esprit dans lequel nous agissons avec la population. Il devient une référence pour de nombreuses personnes et contribue au renforcement de l'appartenance et au développement d'une identité collective.

Le fait d'avoir facilement accès à un local communautaire, où la confiance se construit, favorise l'entraide et la solidarité : que ce soit au plan de l'écoute et du réconfort, du dépannage alimentaire ou de l'entraide quotidienne, un réseau informel mais structurant est en train de se consolider. Il reste à apporter au milieu le soutien et des moyens qui lui font cruellement défaut.

Le fait de donner la parole aux gens change beaucoup de choses. Ils nomment les problèmes de façon très précise. Ils ont également des projets. Une crainte a souvent été manifestée durant l'étude : « *À quoi cela va servir qu'on donne notre point de vue ? Est-ce qu'on va être écoutés ?* »

Le climat de confiance développé à partir des différentes activités de l'Accorderie fait en sorte que les langues se délient et que certains tabous sont levés. Lors des activités et des réunions, on parle de choses concrètes, de vrais problèmes, de tous les problèmes (ou presque), des difficultés que vivent les gens et de l'entraide qui peut en découler.

À titre d'exemple, lorsqu'un locataire s'est fait piégé par un vendeur de meubles à crédit - il n'avait pas suffisamment de revenus et il s'est fait tout saisir - les voisins ont réagi. Ils ont aussitôt cherché à l'aider, à lui trouver un lit, une table, des chaises, etc.

L'interaction avec des résidants fait dire aux intervenants qu'il faut aller au-delà de la peur et du déni du passé du quartier, au-delà du refoulement de la réalité de Montréal-Nord. Il faut donner des occasions aux résidants de parler de leurs problèmes pour éviter que la situation ne se dégrade à nouveau : nommer ce qui ne va pas pour pouvoir agir sur et lutter contre.

Chapitre 4

Portée de l'étude

Bien que l'étude ait été réalisée avec des moyens financiers limités, elle a permis de mobiliser un nombre important et diversifié de personnes :

- Du milieu universitaire;
- Du milieu communautaire;
- Du milieu institutionnel;
- Des deux immeubles;
- De l'îlot Pelletier.

Première de son genre dans l'arrondissement, l'étude posait des défis méthodologiques puisqu'il fallait travailler dans une logique de recherche-action où tous les paramètres de la méthode ne pouvaient et ne devaient pas être définis au préalable.

À titre indicatif, nous parlions d'enquête au départ : un terme commun en méthodologie de recherche. Dans le contexte historique récent de l'îlot Pelletier, là où il y a encore des opérations policières, le terme « enquête » n'est pas très mobilisateur et peu approprié lorsque l'on veut développer un lien de confiance avec la population locale : nous allons enquêter sur vous!

Nous avons donc adapté notre vocabulaire, nous avons aussi tenu compte des caractéristiques culturelles diversifiées de la population pour définir des outils appropriés de collecte des données. Il est clair qu'une telle combinaison a des avantages et pose des limites. Nous en sommes conscients et avons tenu compte de ces limites dans l'analyse des résultats.

Il importe aussi d'indiquer que le fait de réaliser l'étude « dans l'action » nous a permis de réorienter le tir à certains moments : en adaptant le vocabulaire, en modifiant légèrement les questions, non pas sur la forme ou l'intention, mais sur la façon d'exprimer le questionnement. Cette adaptation a été possible du fait que le lieu où l'étude était conduite était situé non pas à l'UQAM, mais dans le local communautaire. Il s'y tenait régulièrement, chaque semaine, dans des réunions d'équipe. Lors de ces dernières, des mises en commun permettaient de bien suivre les étapes de réalisation, d'échanger des informations, de corriger le tir et d'amorcer un travail de pré-analyse.

Ce contexte de pré-analyse nous a permis de cerner assez rapidement l'écart existant entre le discours de répondants aux prises avec des problèmes vécus et ceux qui parlaient des problèmes qu'ils percevaient dans le quartier. Dès lors, nous avons exploré ces différences pour comprendre leur statut les uns par rapport aux autres et la façon dont nous devons à la fois rendre compte de cet écart et bien situer ces informations dans l'analyse finale.

L'étude révèle ou traduit la différence majeure qu'il ya entre « consultation » et « étude mobilisante ». Il y a une différence énorme entre le fait d'interpeller des répondants (tant des résidents que des acteurs sociaux ou institutionnels) en tant « qu'objets » de consultation versus les interpeller en tant « qu'acteurs de changement ». Une telle différence dans l'approche permet ou ne permet pas de les mettre en action, de les mobiliser pour développer des solutions.

Évidemment, nous, tant l'équipe de l'Incubateur universitaire que le Comité promoteur de l'îlot Pelletier, avons énormément appris de cette expérience.

Il est clair que la portée de cette étude dépasse l'aire de l'îlot Pelletier. Via ce dernier, il nous a été possible de cerner, par la prise de parole citoyenne, une vision du quartier, une compréhension des problèmes et des difficultés que nous y rencontrons et un ensemble de propositions pour y remédier.

Certes, l'étude, si on la reconduisait dans d'autres îlots de l'arrondissement ou dans d'autres quartiers de Montréal, comme nous entendons le faire pour le quartier de l'ancienne Biscuiterie Viau, dans Hochelaga-Maisonneuve, là où le deuxième volet du Projet de mobilisation par le logement social prend place, elle donnerait des résultats similaires ou complémentaires et apporterait autant de nouvelles données que de nouvelles propositions de travail. D'où la richesse d'une telle approche.

Maintenant, et en conclusion, une question centrale se pose. L'étude renseigne-t-elle uniquement sur une situation spécifique à l'îlot Pelletier ou rend-elle compte d'un état de situation que l'on pourrait généraliser à d'autres quartiers de l'arrondissement Montréal-Nord?

En fonction de la trajectoire historique récente de l'arrondissement - il change d'identité et il s'appauvrit, comme en rendent compte les données statistiques du recensement de 2006 - nous sommes portés à croire que la situation observée dans cet îlot s'applique à d'autres secteurs de l'arrondissement.

L'analyse des données mobilisées sur Montréal-Nord pour conduire cette étude nous indique que les problèmes de l'îlot Pelletier sont généralisables à d'autres secteurs. L'ensemble de l'arrondissement devrait être pris en considération et des actions devraient être posées pour tout le territoire en fonction des problématiques de fond que sont la pauvreté, l'exclusion sociale et les relations interculturelles.

Notre étude montre bien comment la combinaison des savoirs est cruciale pour poser un diagnostic territorial visant une revitalisation socioéconomique. Il est donc important que les interventions associent la population à toutes les étapes du processus. Cette façon permettra de mieux comprendre les questions concernant la lutte à la pauvreté, à l'exclusion sociale et aux relations interculturelles et de mobiliser la population dans l'identification et le déploiement de solutions.

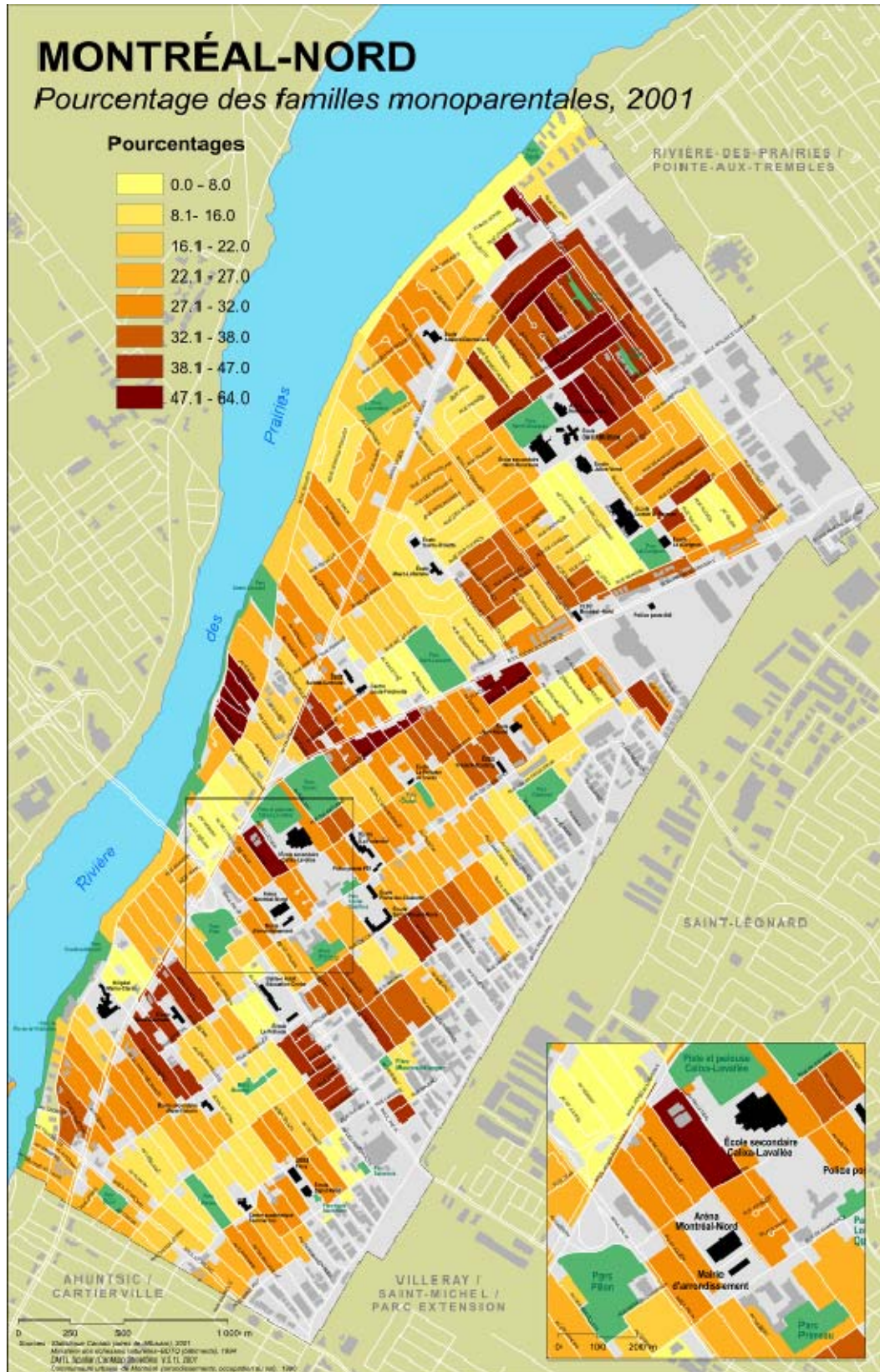
Dès lors, proposer une action territorialisée demande aussi de prendre le temps d'établir un bon dialogue avec la population, de consulter par une prise de parole de citoyens et de citoyennes, d'intégrer et de donner suite aux propositions qui sont portées par l'intelligence collective d'une population qui aspire à être partie prenante de son développement.

Ce faisant, non seulement des actions seront entreprises avec plus de pertinence et d'acuité, mais on participera aussi à la reconfiguration de l'identité territoriale de l'arrondissement en fonction de ce qu'est et ce que veut devenir cette population.

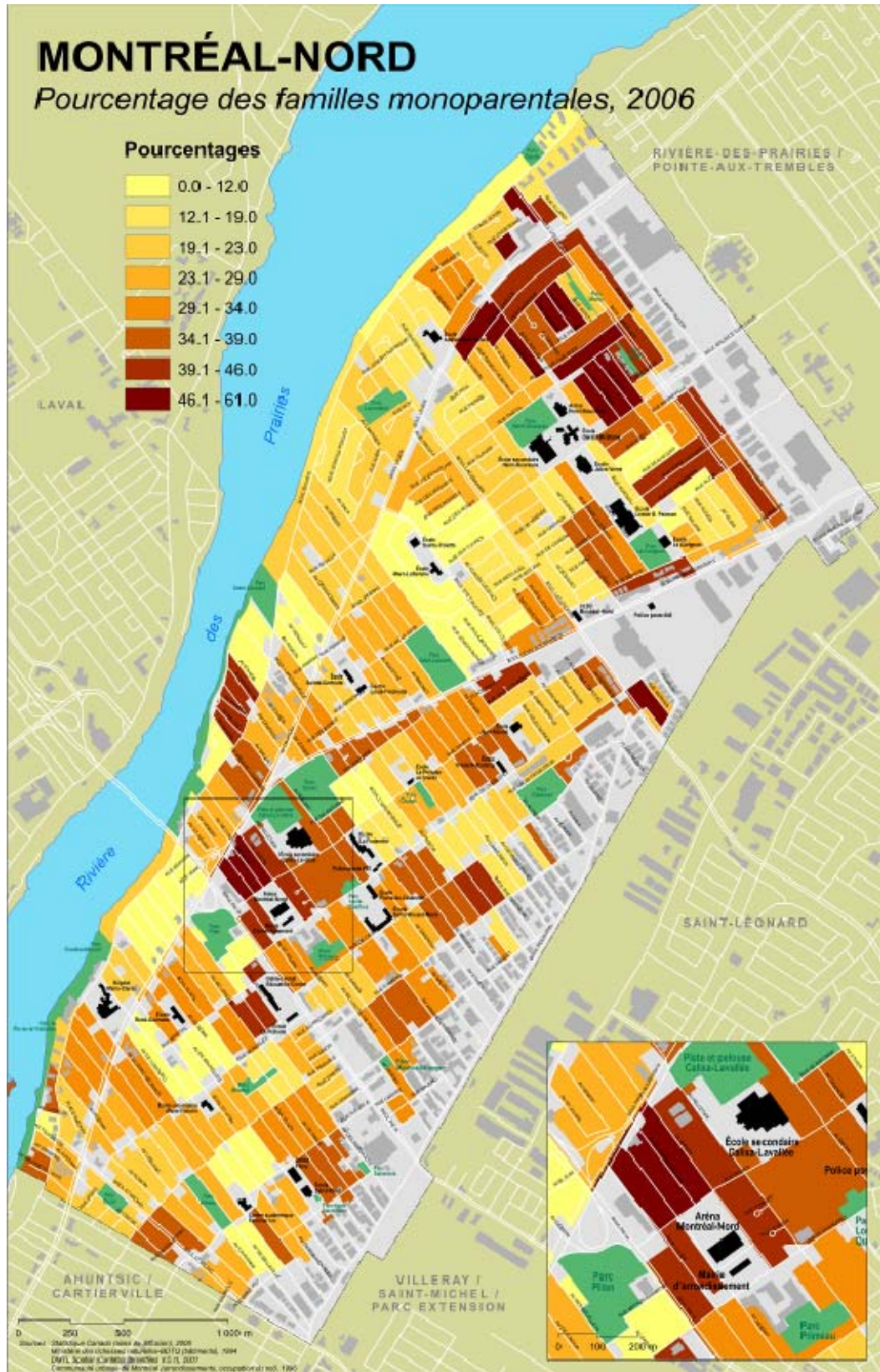
Annexes

**Cartes pour certains indicateurs socioéconomiques -
Recensements de 2001 et de 2006**

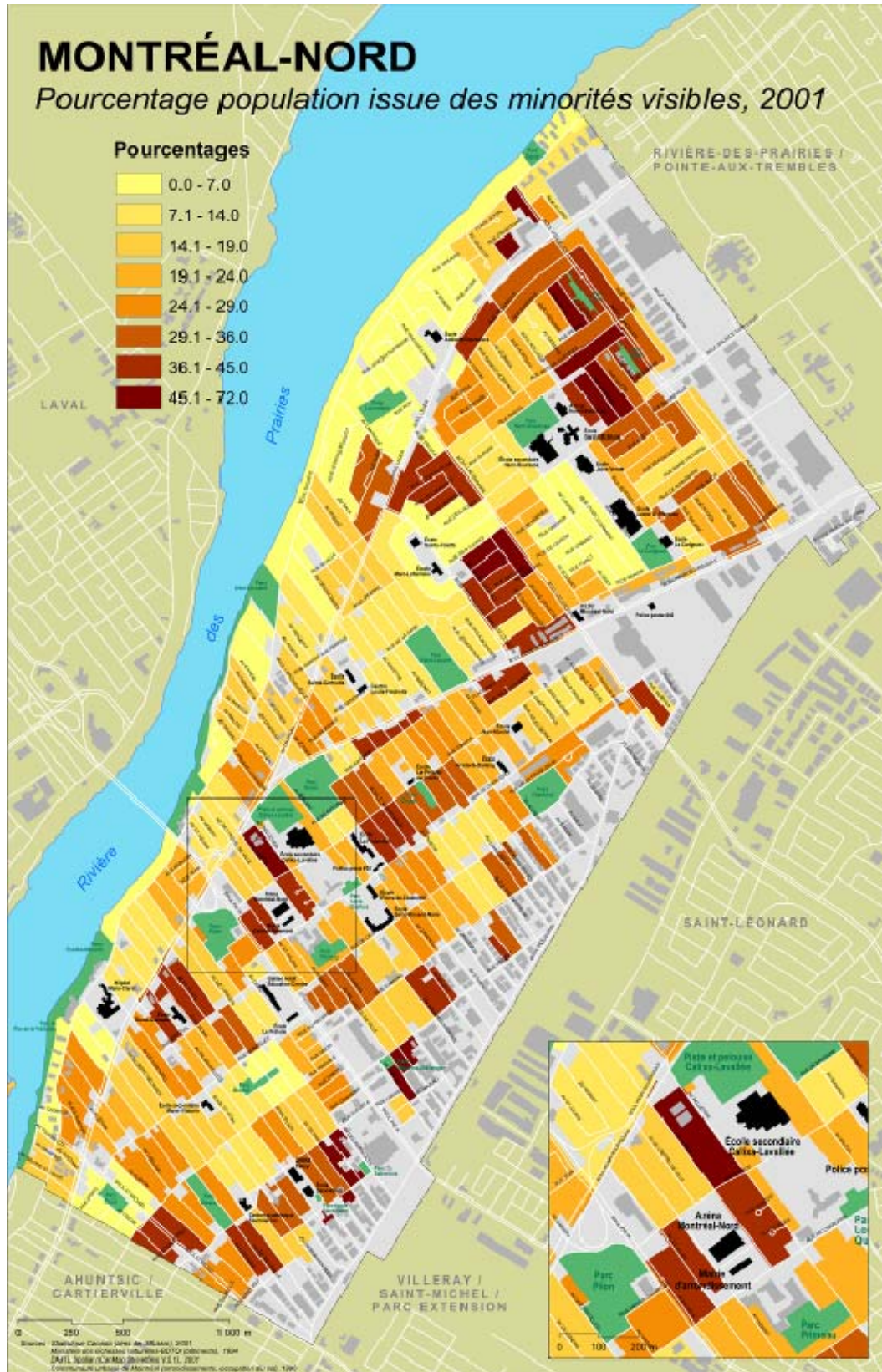
Carte 1 : Montréal-Nord - Pourcentage des familles monoparentales, 2001



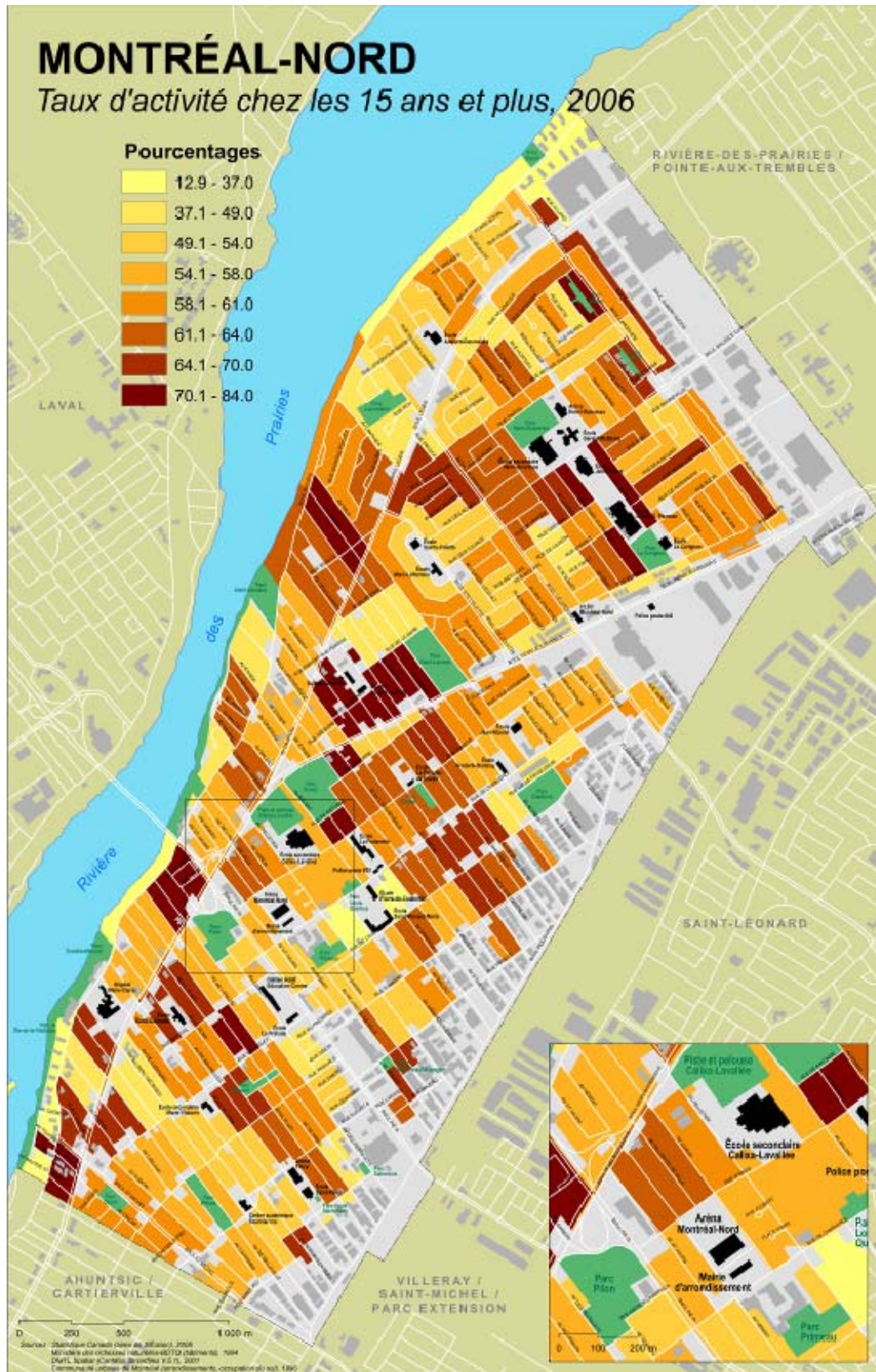
Carte 2 : Montréal-Nord - Pourcentage des familles monoparentales, 2006



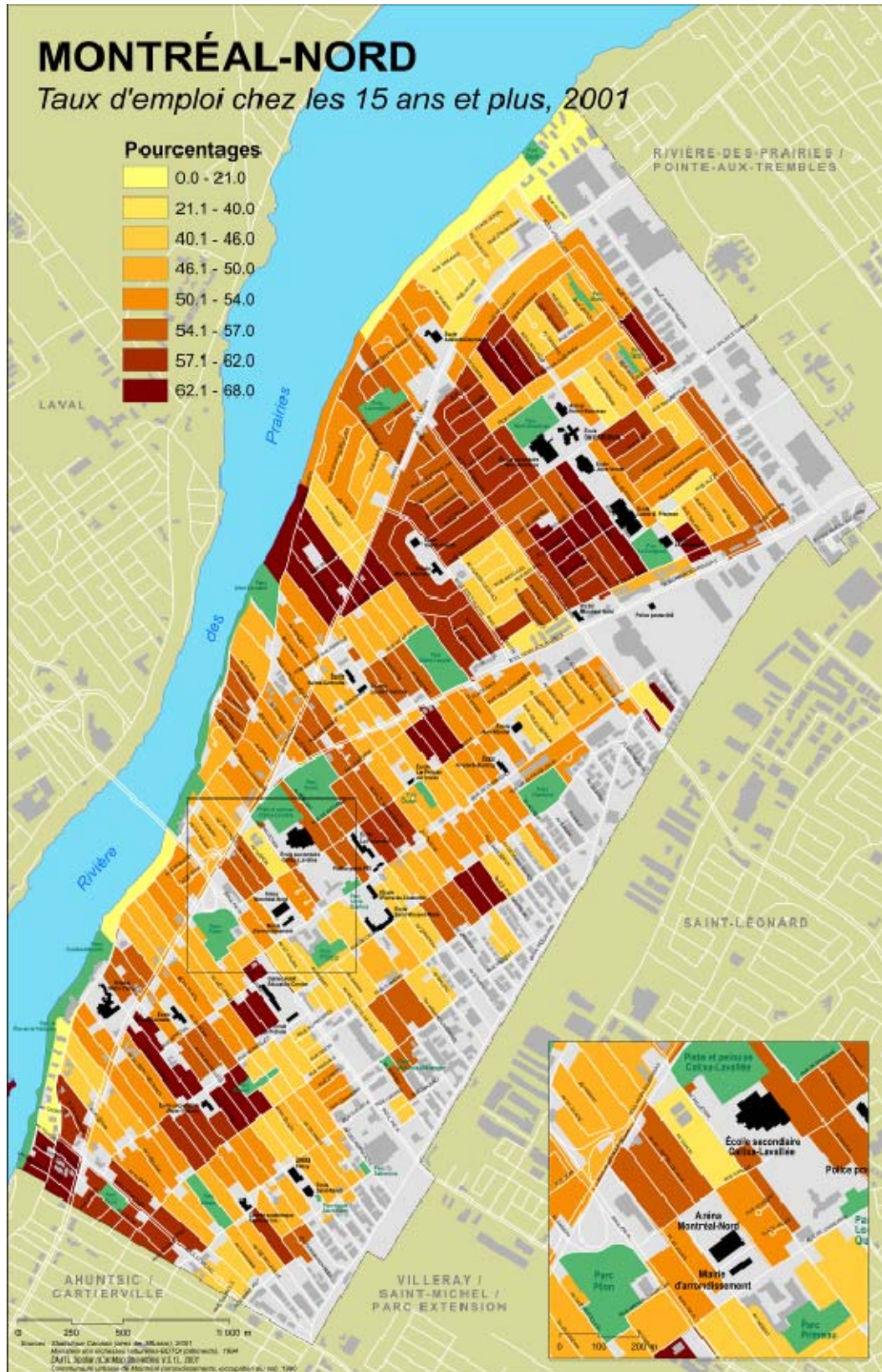
Carte 3 : Montréal-Nord - Pourcentage de la population issue des minorités visibles, 2001



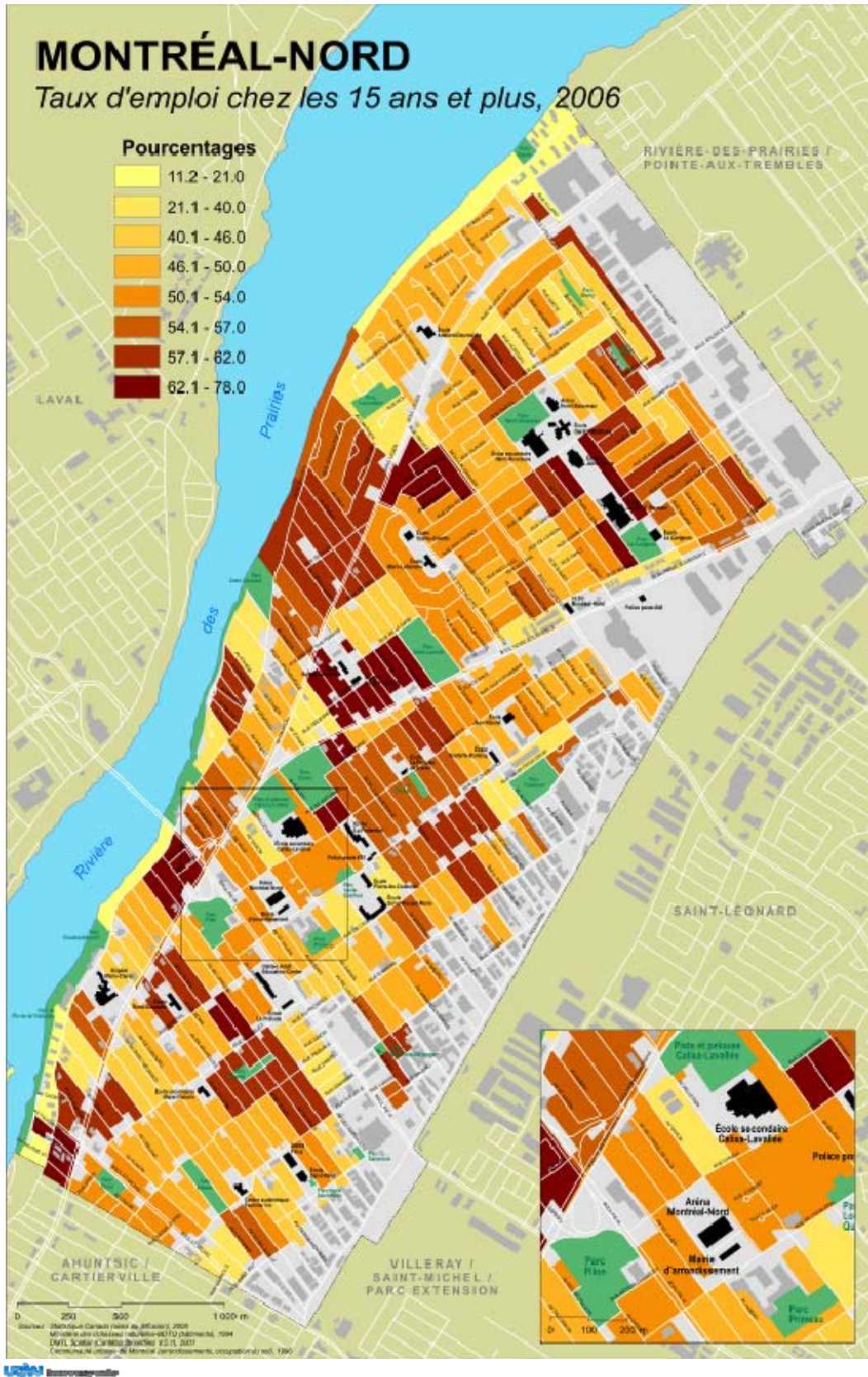
Carte 6 : Montréal-Nord - Taux d'activité chez les 15 ans et plus, 2006



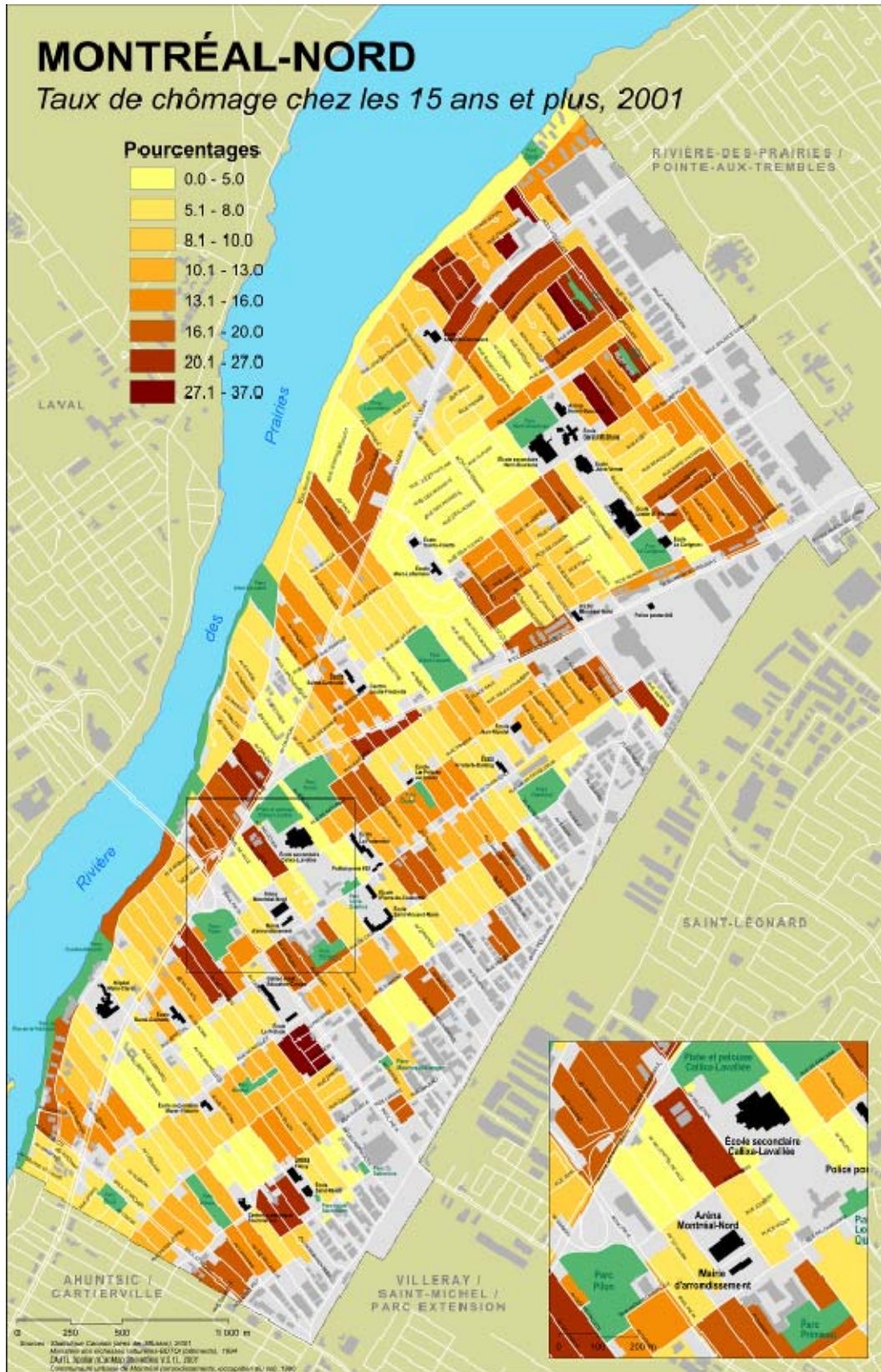
Carte 7 : Montréal-Nord - Taux d'emploi chez les 15 ans et plus, 2001



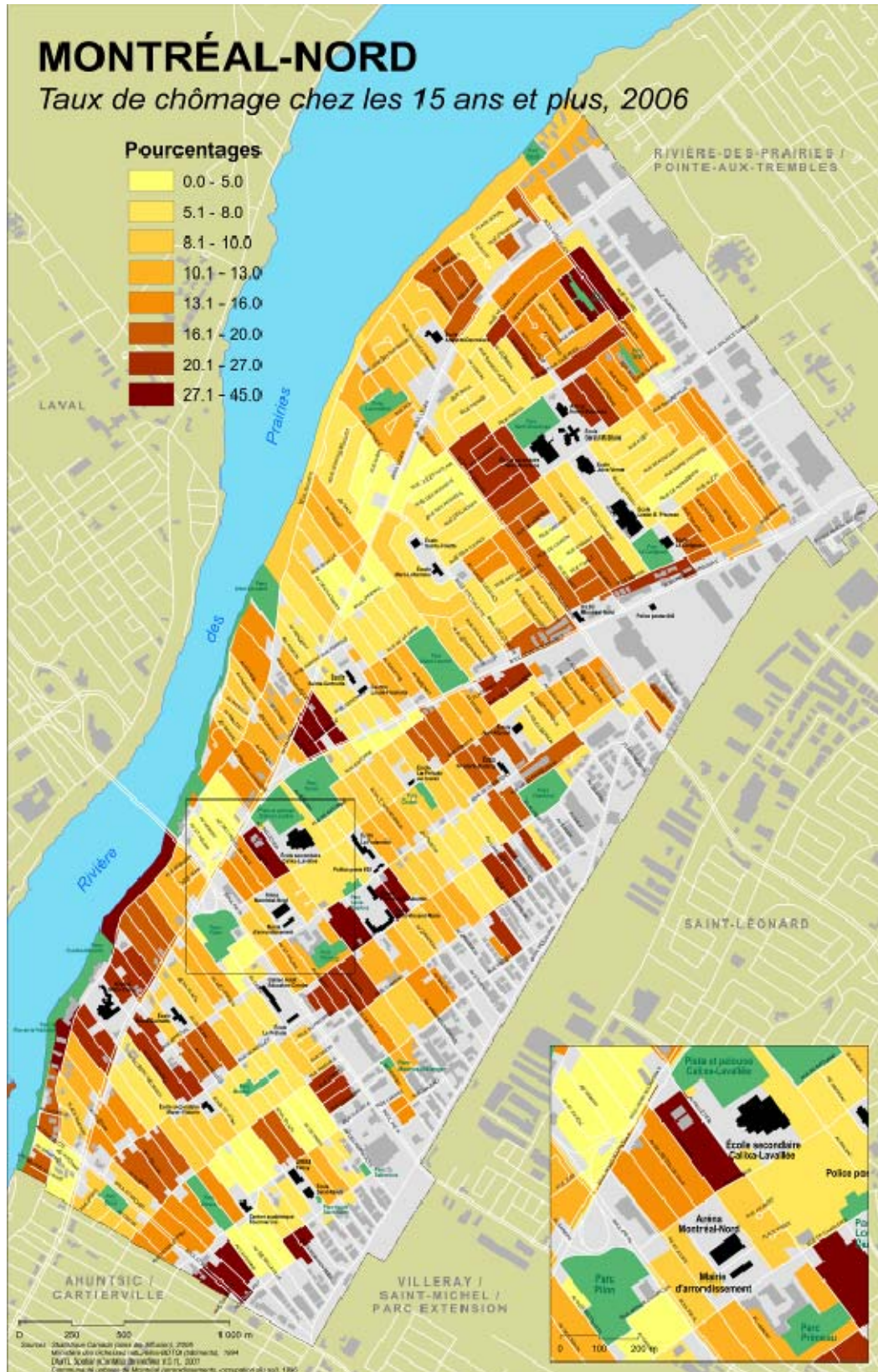
Carte 8 : Montréal-Nord - Taux d'emploi chez les 15 ans et plus, 2006



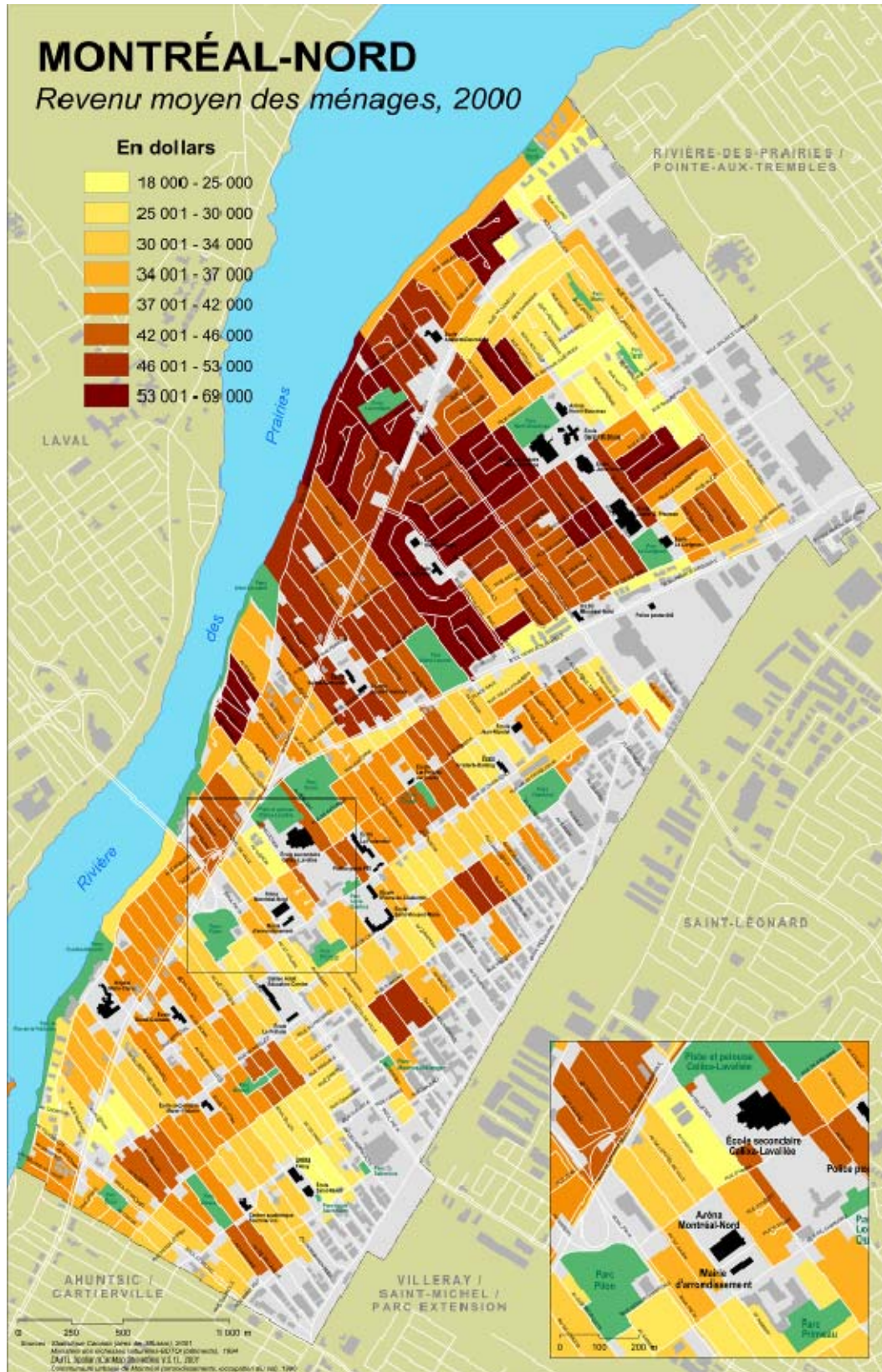
Carte 9 : Montréal-Nord - Taux de chômage chez les 15 ans et plus, 2001



Carte 10 : Montréal-Nord - Taux de chômage chez les 15 ans et plus, 2006



Carte 11 : Montréal-Nord - Revenu moyen des ménages, 2000



Carte 12 : Montréal-Nord - Revenu moyen des ménages, 2005

